

Commission de services
régionaux de Kent



Kent Regional
Service Commission

RAPPORT ANNUEL 2017



Table des matières

1. Introduction	2
2. Message du président	2
3. Rapport du directeur général	4
4. Mandat et historique de la commission	7
5. Profil de la région	7
6. Objectifs stratégiques quinquennaux	9
7. Gouvernance et administration : à propos de nous et notre clientèle	14
8. Prestation des services	15
9. Réalisations et défis au cours de la dernière année	16
10. Participation aux réunions	18
11. Rapport du département d'aménagement	19
12. Rapport du plan maître en loisir	24
13. Rapport du directeur du service de déchets solides	25
14. Public 2017.....	31

1. INTRODUCTION

Ce rapport annuel 2017 de la Commission de services régionaux de Kent (CSRK) a pour but de présenter les activités de l'organisation dans la dernière année. La Commission de services régionaux de Kent présente également dans ce document ses états financiers pour l'année 2017. Ceux et celles qui désirent se procurer une copie électronique de ce rapport peuvent le faire en consultant le site web www.csrk.ca.

2. MESSAGE DU PRÉSIDENT

Actions collaboratives

La collaboration régionale est un des piliers des Commissions de services régionaux (CSR) depuis leur création en 2013. De plus, les Commissions ont pour mandat d'offrir des services d'une qualité et d'une efficacité accrue et d'assurer une planification régionale plus rigoureuse.

Grâce au leadership dans nos communautés, des actions collaboratives se succèdent afin que la région de Kent et de Rogersville puisse se développer sur le plan économique et social. L'engagement des communautés au sein de la CSR de Kent est remarquable et fructueux à plusieurs égards. Il faut dire que l'année 2017 n'aura pas été l'exception.

L'année 2017 a commencé avec l'approbation et la mise en œuvre du premier plan stratégique de la Commission de services régionaux (CSR) de Kent. Ce plan d'une durée de cinq ans (2017-2021), qui a reçu l'aval du Conseil d'administration (CA) en janvier 2017, permettra de guider les actions de la commission dans les catégories suivantes : le développement, la collaboration et les services.

Un comité sur les mesures d'urgence a alors été formé pour étudier comment la région et ses collectivités peuvent être mieux préparées en cas de crise. Avec la crise du verglas en janvier 2017, il était clair qu'il y avait une urgence de se pencher sur ce dossier. En juin 2017 notre CSR a partagé ses 13 recommandations avec le groupe d'étude sur la crise du verglas. Les recommandations ont été bien reçues et certaines ont été retenues par le groupe d'étude. La fiche d'information en cas d'urgence et une communication plus efficace avec les gens en cas d'urgence sont des exemples tangibles d'une volonté collaborative pendant 2017. Avec des ressources gouvernementales additionnelles, nous pouvons entrevoir une mise en œuvre de plusieurs autres recommandations.

En travaillant ensemble, notre poids politique est accentué. Pendant la dernière année, les municipalités, la communauté rurale et les districts de service locaux se sont entendus par l'entremise de la CSR sur 5 priorités régionales pour le développement soutenu de notre région. Les priorités sont la prestation de services accrue à l'Hôpital Stella-Maris de Kent, le développement de la route 11 et du système routier, les changements climatiques, le développement agricole et l'arrosage forestier. Des démarches seront entreprises auprès du gouvernement provincial et des partis politiques pour faire valoir nos revendications et attentes.

Une collaboration active tant régionale que sous-régionale dans le secteur des loisirs ne peut pas passer sous silence. La mise en œuvre du Plan maître en loisirs a permis l'initiation de plusieurs projets, de rassembler les intervenants communautaires et sectoriels, et d'élaborer des plans d'action. Les gens ont démontré une volonté claire à se doter de services, incluant des infrastructures majeures, dans le but de développer comme région. Des exemples sont le Centre Kent-Nord et la coordination des services de loisirs dans certaines municipalités et Districts de service locaux.

Des ressources additionnelles envers le développement économique communautaire ont été revendiquées auprès du gouvernement provincial pendant de nombreuses années. Notre CSR a été très active dans ce dossier. Par l'entremise d'ententes de partenariat, le gouvernement a décidé de déployer une personne dédiée au développement économique communautaire dans les territoires des CSR de la province. Grâce à ce partenariat, nos communautés, nos entrepreneurs et leaders communautaires auront accès à un appui régional pour planifier et mettre en œuvre leurs projets. Le secteur touristique contribue d'une manière très significative à l'économie régionale. La CSR entrevoit une plus grande collaboration avec le secteur touristique afin de maximiser le potentiel du tourisme.

Les gens de Rogersville et de trois DSL avoisinants ont entrepris une démarche d'analyse et de planification pour une nouvelle entité de gouvernance locale. Elles entrevoient une collaboration efficace afin de se doter de services de qualité et au meilleur coût possible, en ayant une prise en charge locale.

Grâce à une collaboration régionale, la gestion de déchets solides et la planification sont offertes d'une manière efficace. La collecte optimisée sur la majorité du territoire et le programme 3 sources assurent une plus grande stabilité des coûts de gestion des déchets solides. Le travail de développer des plans soit ruraux ou municipaux s'est poursuivi en 2017 avec l'appui du personnel de la CSR.

Des actions collaboratives s'exercent aussi par la CSR de Kent au-delà de notre région. C'est le cas avec le dossier des coûts de la police. Le travail se poursuit avec la CSR du Restigouche et l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick.

Afin de se développer comme région et permettre ainsi une amélioration de vie de nos citoyens et citoyennes, l'audace de regarder aussi aux alternatives dans la prestation de services est clé dans nos petites communautés. Peut-être la collaboration régionale ou sous-régionale prendra encore plus d'importance dans le futur.

En concluant, je tiens à remercier chacun et chacune, les élus et le personnel, pour votre soutien de très haute qualité, et pour votre engagement afin que les citoyens et citoyennes de Kent et la région de Rogersville puissent bénéficier de services le plus efficaces possible et d'une qualité de vie supérieure.

Maurice Maillet

Président | Commission de services régionaux de Kent

3. RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La Commission de services régionaux de Kent fête ses cinq années d'existence! Lors de sa création en 2013, certains étaient sceptiques sur le bienfondé de cette nouvelle structure de gouvernance régionale. Nous pouvons prouver maintenant que cette structure fonctionne et que ses réalisations sont inestimables. La population de la région de Kent est très bien desservie par la CSR de Kent et l'ajout de services aux citoyens contribue à la qualité de vie des résidents. Le personnel dans notre organisation a à cœur la région et contribue grandement à son développement. La CSR de Kent est également choyée d'avoir un conseil d'administration qui est dévoué et intéressé à faire avancer la région. Nous avons souhaité la bienvenue à deux nouveaux membres au sein de notre CA. Paul Lirette du DSL de Saint-Charles et Kris Morey du DSL de Weldford ont remplacé Maurice Vautour et Armin Arend qui ne sont pas représentés lors des élections dans leurs DSL. Nous les remercions pour leur contribution à la CSR de Kent. Après cinq années d'activité, les membres du personnel et les membres du conseil d'administration peuvent être fiers de l'organisation qu'ils ont créée. La CSR de Kent est régulièrement citée comme une des CSR dans la province qui travaille le mieux ensemble et qu'elle réussit à développer des projets et initiatives pour sa population.

Projets réalisés en 2017

Lors des premières quatre années de la CSR, les membres du CA ont longuement discuté de déchets solides et ont adopté des projets qui fonctionnent très bien. En 2017, les efforts se sont transportés dans la collaboration régionale. Puisque les services de déchets solides sont bien rodés et que la livraison des programmes se fait de façon efficace, moins de temps ont été mis par les membres du CA dans ces deux services. Toutefois, les membres n'ont pas chômé pour discuter de collaboration. Ci-dessous sont présentées les initiatives qui furent mises en œuvre en 2017.

Plan stratégique | La CSR de Kent a adopté son premier plan stratégique en janvier 2017. Neuf axes figurent dans le plan de cinq ans. Parmi les initiatives qui ont retenu l'attention, il y a eu le développement économique, le tourisme, les mesures d'urgence, la gouvernance locale et la communication auprès des résidents. Les autres initiatives sont autant importantes, mais elles n'ont pas été développées davantage en 2017.

En matière de développement économique, le CA a continué ses revendications auprès des divers ministères provinciaux afin de recevoir du financement pour embaucher des ressources humaines pour exécuter des initiatives de développement. Le gouvernement a fait l'annonce de la création d'un poste dans la région de Kent en juin 2017, la signature d'un protocole d'entente avec Opportunités NB a eu lieu en octobre 2017 et la personne embauchée sera en poste en janvier 2018. Le plan stratégique indique que deux postes seraient nécessaires pour combler les lacunes en développement, mais le CA souhaite donner chance au coureur et voir s'il est toujours nécessaire d'avoir deux personnes en développement économique communautaire.

En matière de tourisme, le CA a accepté de devenir le principal interlocuteur avec l'association touristique régionale la Côte Culturelle du Nouveau-Brunswick. De plus, lors de l'adoption du budget 2018, les districts de services locaux, tout comme les municipalités contribueront 1/10 de cents sur 100\$ d'évaluation pour le développement touristique. La CSR de Kent n'a pas l'intention de devenir responsable de l'association

touristique, mais souhaite travailler en étroite collaboration avec elle afin d'améliorer le produit touristique et le marketing. D'autres discussions auront lieu en 2018 pour concrétiser ce partenariat.

La gestion des mesures d'urgence est un sujet qui a été discuté longuement. Un comité a été formé pour développer des recommandations pour améliorer la sécurité des gens dans la région de Kent. Des initiatives seront mises en œuvre en 2018, dont l'impression d'une fiche pour informer les gens sur l'importance de se préparer pour 72 heures. Le CA a également révisé l'ensemble des 51 recommandations du rapport sur la tempête de verglas de Mme Judy Wagner, Greffière du conseil exécutif et a demandé au Ministre de la Justice et de la Sécurité publique l'implantation immédiate des recommandations.

La gouvernance locale est un sujet un peu contentieux. Mais ceci n'a pas empêché le CA de l'identifier comme une priorité. Le rôle de la CSR dans la gouvernance est celui d'appuyer les communautés qui souhaite étudier la possibilité de se regrouper ou devenir une communauté rurale. La région de Rogersville, Acadieville et Collette ont tiré avantage de l'expertise du personnel à la CSRK pour mener une étude de faisabilité afin de voir s'il serait possible pour cette région de devenir une communauté rurale. L'étude initiale a été acheminée au Ministre de l'Environnement et des gouvernements locaux et la région souhaite une réponse favorable pour procéder avec une étude de faisabilité et éventuellement un plébiscite.

La dernière initiative qui a eu plus d'attention en 2017 fut celle de la communication. La CSR de Kent souhaitait améliorer son approche en matière de communication auprès du public et particulièrement dans les médias. Ceci a certainement été une des grandes réussites du plan stratégique. La CSR de Kent était dans les médias écrits et radiophoniques au moins une fois toutes les deux semaines et régulièrement à toutes les semaines. De plus, la CSR de Kent envoie tous ses communiqués aux divers réseaux d'informations municipales afin que les intervenants municipaux dans le pays puissent connaître les belles choses qui se font dans la région.

Plan maître en loisirs | En 2017, la CSR de Kent a embauché une coordonnatrice de mise en œuvre du plan maître en loisirs. Julie Payer Lafrance a la responsabilité de s'assurer que les 20 recommandations identifiées dans le plan maître en loisirs soient mises en œuvre. Ce poste est en partie financé par la CSR de Kent et le Ministère du Tourisme, Patrimoine et Culture. Depuis son entrée en poste en juin 2017, déjà plusieurs initiatives sont en cours et près de la moitié des 20 recommandations sont en exécution. Un rapport plus détaillé sur les initiatives en cours est présenté dans le rapport de du plan maître en loisirs.

Immigration | En juillet 2017, la CSR de Kent a été demandée par le Ministère de l'Éducation postsecondaire de la formation et du travail, si elle était intéressée d'accueillir dans ses bureaux à Richibucto un service d'intégration pour des nouveaux arrivants. Les membres du CA ont immédiatement accepté cette offre de service additionnel dans la région. Deux employés, embauchés par l'Association multiculturelle du Grand Moncton travaillent dans les bureaux de la CSR de Kent depuis le mois de novembre 2017. Avec la pénurie de main-d'œuvre que nos entreprises connaissent, elles doivent maintenant se tourner à l'international pour pourvoir les postes. Donc, afin d'assurer une intégration de ces nouveaux arrivants, ce nouveau service permettra à ces immigrants de bien s'intégrer dans nos belles communautés de la région de Kent.

Projet historique | À l'été 2017, un projet sur la toponymie de Kent a été présenté au CA. Ce projet unique au Nouveau-Brunswick a pour but de présenter l'origine des noms des communautés de la région de Kent. Puisque la CSR de Kent n'a pas d'historiens parmi son personnel, elle a fait appel à l'Université de Moncton par

l'entremise de son Institut en étude acadienne. Immédiatement, l'Institut a accepté et est très engagé dans ce projet. La CSR de Kent a reçu une subvention du Ministère du Tourisme, Patrimoine et Culture afin de défrayer les salaires et autres dépenses reliées à ce projet. Cette étude prendra près de trois ans à réaliser et l'objectif est de publier ses résultats dans un livre, sur un site web et possiblement développer du matériel scolaire afin que ceci soit enseigné en salle de classe. L'annonce officielle de cette initiative a eu lieu le 20 novembre à Saint-Charles parmi plusieurs gens de la région.

Police | Les coûts pour les services de police font beaucoup de mécontentement dans la région de Kent. Les élus municipaux ont de la difficulté à comprendre et accepter que leurs voisins du sud et sud-ouest paient beaucoup moins cher pour essentiellement le même service offert par la GRC. La CSR de Kent a été très proactive en préparant des documents d'analyse, en organisant des rencontres avec les divers intervenants impliqués dans la sécurité publique et en communiquant son mécontentement auprès des diverses instances gouvernementales. Sachant qu'il est impossible de mener ce complexe dossier seul, la CSR de Kent s'est jointe à la CSR du Restigouche et à l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick pour faire avancer le dossier des coûts de police afin de faire diminuer les coûts pour les communautés de la région de Kent.

Matapédia | La CSR de Kent étudie constamment la possibilité d'améliorer ses services et d'en ajouter afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens de la région de Kent. Parmi ses recherches pour de nouvelles idées, la CSR regarde ce qui se fait à l'extérieur de la province, particulièrement au Québec. Parmi les régions qui se démarquent en matière de développement et d'offre de services à ses citoyens, il y a la MRC de La Matapédia. Cette MRC située au Bas-Saint-Laurent est très innovatrice dans la façon qu'elle livre ses services aux communautés. Le Président de la CSR de Kent voyait d'un bon œil de créer un partenariat avec la MRC de la Matapédia afin que la région de Kent puisse en apprendre davantage sur les moyens que La Matapédia s'entreprend pour livrer ses services, mais également les possibilités d'échanges économiques entre les deux territoires. Ce partenariat s'est concrétisé en octobre 2017 lorsque les deux régions ont formellement annoncé leurs intentions de travailler ensemble. Des initiatives concrètes sont en train de se développer pour l'année 2018.

Centre Kent-Nord | La CSR de Kent est maintenant l'intermédiaire entre les DSL et municipalités de la région de Kent-Nord et la ville de Richibucto dans le but de contribuer financièrement aux dépenses opérationnelles du nouveau centre sportif Kent-Nord. Cette infrastructure tant attendue dans cette région du comté est en construction et devrait ouvrir ses portes à la fin de l'automne 2018. La CSR de Kent est fière d'être une collaboratrice dans le développement de ce projet et le rôle d'intermédiaire n'est pas négligeable puisqu'elle contribuera près de 125,000\$ annuellement à Richibucto par l'entremise des communautés participantes.

Finances

Parmi les moments importants de la CSRK fut l'adoption de son sixième budget pour l'année 2018. Le conseil d'administration peut se féliciter d'avoir préparé et adopté un budget qui respect la capacité de payer des communautés tout en laissant suffisamment de marge de manœuvre pour développer et soutenir des projets qui sont bénéfiques pour la région de Kent. La préparation du budget 2018 n'a pas été évidente, particulièrement au niveau du service des déchets solides. La production de déchets diminue de façon

substantielle ce qui a des impacts sur les revenus de la CSR. Afin de contrer cette baisse de revenu, le CA a adopté une augmentation de 12\$ la tonne pour les déchets résidentiels. Cette contribution additionnelle aidera grandement à continuer à offrir les services de gestion des déchets solides aux communautés.

Remerciement

Pour conclure, je veux remercier le Conseil d'administration et le personnel de la CSR de Kent de son appui durant cette année. Encore cette année vous avez démontré du leadership et d'un vouloir énorme de collaborer et travailler ensemble comme région. Il n'est pas surprenant que les autres régions dans la province regardent attentivement notre région puisque collectivement vous voulez faire avancer la région de Kent. Grâce à une excellente collaboration et une grande ouverture d'esprit du conseil d'administration et du personnel, c'est plus facile comme directeur général de faire avancer des dossiers qui touchent les citoyens de la région de Kent. Avec cela, bon succès aux membres du personnel et au conseil d'administration et au plaisir de travailler avec vous en 2018.

Paul Lang

Directeur général | Commission de services régionaux de Kent

4. MANDAT ET HISTORIQUE DE LA COMMISSION

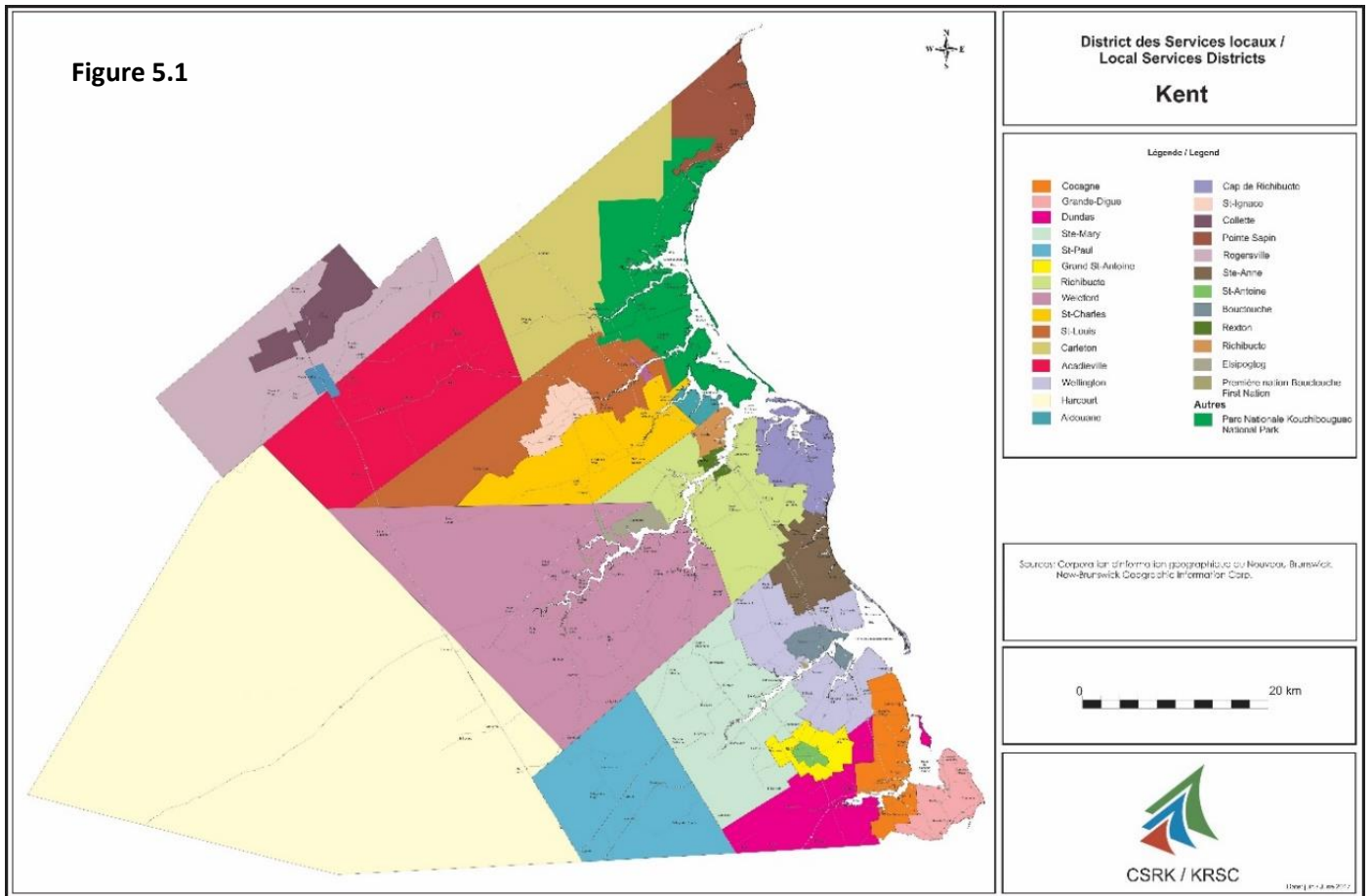
La Commission de services régionaux de Kent (CSRK) a débuté ses activités le 1^{er} janvier 2013. La Loi sur la prestation des services régionaux légifère les rôles et responsabilités des Commissions de services régionaux dans toute la province. La CSR a deux mandats obligatoires soit l'aménagement local et la gestion des déchets solides ainsi que quatre responsabilités en matière de collaboration régionale dont les suivants : l'aménagement régional, collaboration en matière de police, planification des mesures d'urgence, planification des infrastructures régionales en matière de loisirs, culture et sports et partage des coûts des infrastructures.

La CSRK par le dynamisme de son conseil d'administration et le leadership de son équipe administrative travaille et apporte des dossiers qui vont au-delà des six responsabilités prescrites par la loi. La Commission de services régionaux de Kent est perçue par les gens de la région comme une organisation qui défend les intérêts de la population et est un véhicule pour les organisations non gouvernementales, municipales et locales de communiquer aux élus et membres des comités consultatifs de DSL de ce qui se passe sur le territoire. La Commission de services régionaux de Kent est également reconnue comme une qui connaît du succès parmi les 12 CSR dans la province. Le respect entre les membres du conseil d'administration est primordial et ceci a créé un climat de confiance au sein du CA. Grâce à cette collaboration et se désir de travailler ensemble, les membres du CA cherchent toujours à améliorer ses relations à l'intérieur de l'organisation tout comme à l'extérieur avec ses différents partenaires et bailleurs de fonds.

5. PROFIL DE LA RÉGION

La Commission de services régionaux de Kent est située dans l'est du Nouveau-Brunswick et couvre tout le territoire du comté de Kent, ainsi que les communautés de Rogersville, le DSL de Rogersville et le DSL de Collette dans le comté de Northumberland (voir figure 5.1). Le territoire a une superficie de 4 886,20 kilomètres carrés et une population de 32 743 habitants. La région compte 6 municipalités (2 villes et 4 villages), 1 communauté rurale et 20 districts de services locaux, 6 autorités de taxation et 3 communautés de Premières nations (voir tableau 5.2). Parmi les 20 districts de services locaux dans la région, 17 ont un comité

consultatif, dont 12 parmi eux sont représentés sur le CA de la CSRK, soit par un membre régulier ou un membre substitut.



N'ayant aucune communauté au-delà de 2 700 habitants, la région de Kent peut se définir comme la CSR la plus rurale au Nouveau-Brunswick. Le territoire de la CSR est également multiculturel, ayant trois cultures et deux communautés linguistiques. La CSRK doit respecter la Loi sur les langues officielles en ce qui a trait à son fonctionnement quotidien en raison de la présence des deux langues sur le territoire.

La région de Kent est tout de même une région homogène quant à la livraison des services régionaux. L'ensemble du territoire est desservi par le service policier de la GRC, les départements d'aménagement du territoire et de déchets solides offrent leurs services sur l'ensemble du territoire de la CSR et nous partageons avec la CSR du Sud-Est le même coordonnateur des mesures d'urgence. En ce qui a trait spécifiquement au service des déchets solides, la majorité des déchets collectés dans la région sont acheminés au site d'enfouissement de la CSRSE. La CSRK a également une excellente relation avec le gestionnaire des services locaux, dont le bureau est situé à Richibucto, ainsi que tous les mandataires de services aux collectivités, tels que les municipalités, les divers ministères et les services d'incendies locaux.

Municipalités / Communauté rurale	District de services locaux	Autorités de taxation	Premières nations
Rogersville Saint-Louis-de-Kent Richibucto Rexton Bouctouche Saint-Antoine Cocagne	Collette Rogersville Acadieville Saint-Louis Carleton Pointe-Sapin Saint-Ignace Aldouane Saint-Charles Richibucto Weldford Harcourt Cap-de-Richibucto Sainte-Anne-de-Kent Wellington Sainte-Marie Saint-Paul Grand-Saint-Antoine Notre-Dame Grande-Digue	Acadie Siding Saint-Louis - Canisto Road Bouctouche Cove Saint-Grégoire Wellington-Desroches Wellington-Dixon Point-Route 134	Elsipogtog Indian Island Bouctouche

6. OBJECTIFS STRATÉGIQUES QUINQUENNAUX

Le CA de la CSRK a adopté en janvier 2017 un plan stratégique de cinq ans. Les grandes initiatives sont présentées ci-dessous : En tenant compte des idées retenues lors des rencontres avec le personnel, les directions générales des municipalités et les dirigeants de la Commission, complétées par de nombreuses lectures, il a été possible d'établir neuf questions critiques sur lesquelles la Commission devrait se pencher au cours des cinq prochaines années.

1. Comment répondre à l'absence d'action concertée dans le domaine du développement économique et communautaire?

Depuis la disparition d'Entreprise Kent en 2012, un leader en animation économique et communautaire se fait attendre. La Commission a bien essayé de combler ce vide, particulièrement dans un effort de stimuler une collaboration régionale. Se sentant appuyée par l'ensemble des organismes à vocation communautaire et économique, la Commission est venue tout près, en 2014, de se doter d'un service de développement économique. Cependant, à la suite du refus de la Société de développement régional et du ministre du Développement économique d'assurer un financement adéquat, la Commission a dû prendre un recul. Depuis, on se demande si les communautés de la région ont la capacité et la volonté de financer elles-mêmes un tel service. Conscientes de l'importance du dossier, mais désireuses de miser sur un développement durable et contrôlé par le milieu, les personnes rencontrées, ne souhaitant pas axer le développement sur l'arrivée de grosses corporations qui souvent s'installent temporairement dans le milieu pour exploiter les ressources naturelles avec le concours d'une main-d'œuvre à bon marché jusqu'à l'épuisement des subventions ou des crédits fiscaux, préfèrent plutôt opter pour une stratégie et un plan d'action élaborés en partenariat avec les organismes en place. Les personnes rencontrées souhaitent opter pour un développement durable basé sur

les ressources disponibles localement. De plus, reconnaissant que le territoire est avant tout rural, elles réalisent l'urgence d'agir positivement sur le développement de l'économie sociale et rurale.

Stratégie recommandée | Il est suggéré de mettre le processus en marche pour obtenir l'autorisation nécessaire auprès des communautés afin d'obtenir le financement rendant possible la mise en place d'un service de développement économique. Le coût d'un tel service se chiffrerait à environ 200 000 \$, ce qui représente environ un 1 cent d'augmentation à l'impôt foncier. Cette somme servirait à la création de deux postes. Le premier, en animation économique communautaire, s'occuperait de soutenir et d'accompagner les organismes communautaires voués au développement économique, comme les chambres de commerce, qui ne peuvent pas compter sur du personnel. Il s'occuperait aussi d'aider au démarrage et au développement de projets d'entreprises de même qu'au volet touristique. L'autre s'occuperait plutôt du développement rural, travaillant surtout avec les DSL afin de favoriser l'émergence de projets et d'initiatives de développement dans les secteurs social, culturel, économique et communautaire. Cette personne anime, mobilise et fournit une aide technique aux demandes des communautés rurales. Elle stimule et encourage les actions du milieu.

Ce service pourrait aussi explorer des questions cruciales au développement telles qu'une meilleure mise en valeur et la mise en marché de produits du milieu, le retour des jeunes et des familles en région, ainsi que l'accueil et l'intégration de nouveaux arrivants, l'alphabétisation et l'employabilité, le transport collectif, etc.

2. Profitant de l'existence de la Côte culturelle du Nouveau-Brunswick qui se donne comme mission de « mettre en marché les nombreuses merveilles de notre région », y a-t-il lieu d'explorer les possibilités de partenariat afin d'améliorer le produit touristique régional et la promotion du territoire comme destination?

Depuis la création des commissions de services régionaux, plusieurs CSR sont sensibles au tourisme à l'intérieur de leur organisation. Dans la région de Kent et du Sud-Est, la Côte culturelle est l'organisme responsable du tourisme. Puisque certaines CSR souhaitent régionaliser le tourisme sur leur territoire, la Côte culturelle risque de connaître des modifications. Au lieu de s'étendre de l'extrémité nord de Kent à l'extrémité sud-est du comté de Westmorland, le territoire pourrait se définir selon la région desservie par les commissions. C'est donc l'occasion toute désignée de songer à un partenariat avec la Côte culturelle. De plus, afin d'étendre les succès rencontrés dans les efforts de régionalisation, il serait peut-être préférable de concentrer les énergies et les ressources disponibles sur un nombre limité de projets touristiques qui feront consensus et qui pourront se réaliser rapidement.

Stratégie recommandée | Il est recommandé de développer, en partenariat avec la Côte culturelle, des circuits touristiques autour d'un thème précis et d'un parcours particulier. Que ce soit la découverte d'une des trois cultures présentes sur le territoire, le séjour dans une famille de la région de Rogersville qui expérimente dans le domaine agroalimentaire, une excursion sur l'une des nombreuses belles rivières qui ruissellent dans le comté, une visite des cultures d'huîtres ou encore la participation à la cueillette de pommes dans la région de Cocagne, la région offre tellement de possibilités qu'il soit possible de mettre sur pied plusieurs circuits qui pourront répondre aux goûts et aux désirs d'une multitude de touristes. Cette tâche pourrait être confiée au nouveau service de développement économique communautaire. Un tel projet peut se développer sans trop investir de ressources et même compter sur la participation du secteur privé.

3. Afin d'améliorer la mise en commun des ressources municipales, devrait-on régionaliser certains services municipaux?

Comment éviter la duplication et maximiser la rentabilité dans l'achat et l'utilisation de la machinerie lourde et des camions de pompiers? Comment diminuer les coûts associés à la réalisation d'études préliminaires avec estimation des coûts, à la préparation de plans et devis et à la surveillance des travaux ayant trait à des projets majeurs entrepris par les municipalités? Comment étendre ce service à l'ensemble du territoire? Voilà autant de questions que se posent certains intervenants du milieu.

Stratégie recommandée | Il est recommandé de mettre sur pied des outils nécessaires en matière de partage de services entre les municipalités, mais également les DSL. À première vue, il est possible qu'un tel service se mette sur pied sans que la Commission ait à y placer des ressources financières. En effet, les municipalités et les DSL dépensent des sommes très considérables pour l'achat d'équipements et la prestation de services. Une étude de rentabilité pourrait se réaliser sous la direction du directeur général de la Commission avec le concours des municipalités. Si l'étude est concluante, la Commission pourrait mandater son directeur général d'aller de l'avant avec le projet.

4. Comment répondre à la demande de concertation et de coordination en matière de mesures d'urgence?

Plusieurs intervenants ont exprimé des inquiétudes par rapport au manque de coordination et d'effort concerté en ce qui regarde les services de protection. Ces préoccupations visaient autant les achats d'équipements et de véhicules utilisés pour combattre les incendies que la rapidité et l'efficacité à répondre à la demande de service lorsque la concertation et la coordination sont de mise, d'autant plus que plusieurs plans de mesures d'urgence ne sont pas à jour. Plusieurs personnes se sont aussi demandé si la communauté était prête à répondre aux situations dangereuses causées par les situations qui se présentent à cause des changements climatiques. En ce qui regarde les mesures à prendre pour mieux prévenir ces situations dangereuses causées par les changements climatiques, il a été souligné que la législation actuelle ne permet pas aux municipalités d'adopter des arrêtés à cet effet. Quant à la mise à jour des plans de mesures d'urgence, on sait que, grâce à l'intervention du coordonnateur régional, la situation est en train de se redresser.

La concertation actuelle porte sur l'élaboration de protocoles régionaux en cas d'urgence, l'appui pour l'établissement et l'actualisation de plans locaux de mesures d'urgence et la facilitation de séances de formation sur les interventions d'urgence régionales ou interrégionales. Dès le début de l'existence de la Commission, un partenariat a été établi avec le Bureau de l'organisation des mesures d'urgence. Il a été déterminé que deux séances de formation sur les mesures d'urgence auraient lieu annuellement dans la région. Il faut aussi mentionner la présence de six coordonnateurs de la gestion régionale des urgences qui sont chargés des douze commissions de services régionaux. Toute préoccupation liée au projet d'amélioration peut être abordée par le Comité de sécurité publique.

Malgré l'existence de toutes ces mesures, étant donné les implications tragiques qui peuvent résulter de failles dans les situations d'urgence, la Commission doit se préoccuper de la possibilité de lacunes dans la coordination et la concertation de ce service.

Stratégie recommandée | Il est recommandé que la Commission mette sur pied dès le début de l'année prochaine un comité ad hoc pour faire la lumière sur la situation. Ce comité aurait pour mandat d'examiner la possibilité d'une plus grande collaboration en matière de mesures d'urgence et de définir les actions à prendre pour y arriver.

5. Comment augmenter le poids politique de la région?

Le succès obtenu dans le dossier du gaz de schiste grâce à l'intervention de la Commission a fait réaliser à plusieurs que celle-ci détient un réel poids politique. L'intervention a connu des succès grâce en grande partie à la qualité du dossier qui avait été élaboré. Quelques situations qui mériteraient un lobbying politique ont été soulignées durant les rencontres. Le dossier de la santé, particulièrement relié à la situation précaire de l'hôpital Stella-Maris-De-Kent, la qualité des routes et la gestion des ressources naturelles ne sont que quelques exemples de dossiers qui requièrent une intervention politique. La présence de déchets le long des rives nécessiterait l'intervention du ministère de Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne. Or, justement, le ministre est député de la région.

Stratégie recommandée | Il est recommandé que la Commission détermine les dossiers qui sont dignes d'un lobbying politique, les priorise, les documente et structure des rencontres périodiques avec les ministres responsables de ces dossiers et les députés de la région afin d'en discuter.

6. Comment progresser dans l'identification d'un modèle de gouvernance pour la région?

Les forums d'échange qui se sont tenus au cours des dernières années ont beaucoup amélioré la communication entre les différentes communautés. La collaboration et le désir d'agir ensemble ne s'improvisent pas. Il faut y travailler. Malgré les progrès réalisés dans la diminution des incompréhensions et dans la volonté de collaboration sur le plan régional et entre localités, la vision claire d'une structure de gouvernance pour la région se fait attendre. Ce ne sont pas les options qui manquent. En effet, pour certains, il faut miser sur une approche progressive vers la régionalisation par la réalisation graduelle de projets collectifs. Pour d'autres, il faut se hâter vers une pleine municipalisation. Malgré l'existence de ces options, il reste que l'initiative doit provenir des communautés. Plusieurs l'ont souligné : la province doit créer des conditions plus favorables au regroupement. En attendant, le rôle de la Commission est de travailler en partenariat avec les collectivités qui souhaitent se doter d'une gouvernance plus forte.

Stratégie recommandée | Il est recommandé que la Commission continue d'offrir ses services de facilitation et d'accompagnement auprès des collectivités qui désirent modifier leur structure de gouvernance.

7. Comment répondre à l'objectif de diminution de la production de déchets et comment étendre le programme de recyclage?

La priorité de la Commission portait sur le service des déchets solides. Les dirigeants, avec raison, sont très fiers des résultats accomplis et des succès obtenus. Des économies significatives ont été réalisées et la qualité des services a augmenté d'une façon importante. Grâce à une stratégie de communication pour promouvoir les services et aux programmes de sensibilisation et d'éducation, la population collabore aux efforts déployés.

Il est vrai que le tri des déchets n'est obligatoire qu'aux résidences familiales. Une quantité importante de déchets solides produits par les commerces ne sont donc pas sujets au tri.

Malgré l'efficacité des programmes d'éducation et de sensibilisation et malgré les résultats considérables obtenus dans la diminution à produire les déchets solides, on peut se demander s'il est possible d'en faire davantage. Il est possible que la population aime avoir davantage recours au compostage, mais elle a besoin d'aide pour y arriver.

Stratégie recommandée | Il est recommandé d'établir un projet pilote pour procéder au tri des déchets auprès des commerces sur une base volontaire. Avec l'aide d'un groupe de travail, facilité par le Service de déchets solides et composé de représentants des chambres de commerce, il sera possible de déterminer les avantages et les défis d'un tel projet, ainsi que les actions à prendre pour intégrer le plus possible de commerces à participer à un programme volontaire.

Quant à l'objectif d'amener plus de gens à s'adonner au compostage, il faudrait développer des outils qui rendraient plus facile le recours à un tel procédé. L'accès à ces outils servirait en plus de motivation et d'encouragement à y avoir recours. On peut songer à des ateliers sur le compostage et à la possibilité de se procurer des composteurs à des prix réduits.

8. Comment répondre à l'augmentation des demandes en matière de planification?

La Commission n'est pas moins fière de son service d'aménagement. En effet, l'intérêt pour l'aménagement ne cesse de s'accroître de jour en jour et les demandes de développement de plans ruraux et de mise à jour de plans municipaux augmentent, à tel point que le service ne peut pas répondre à la demande.

Lors des rencontres avec les directions générales des municipalités et le personnel, il a été possible de choisir un certain nombre de situations qui mériteraient une attention particulière.

- Plusieurs données liées au service d'aménagement sont encore documentées sur papier. De plus, au bureau de Richibucto, la clientèle doit payer comptant, par chèque ou par débit pour recevoir les services.
- Lors des démarches qui découlent des demandes de permis de construction et d'adoption de lotissement, il peut se créer des écarts entre la vision de la municipalité et celle de la Commission. Ceci peut créer des problèmes aux municipalités qui ont la responsabilité d'apporter un suivi aux projets approuvés.

Stratégies recommandées | Il est suggéré de :

- Procéder à l'examen des ressources humaines afin de voir s'il y a lieu d'apporter des modifications dans l'attribution des tâches ou dans l'organisation du travail dans le but de répondre plus rapidement aux demandes provenant des communautés.
- Informatiser le plus possible le service.
- Formaliser par écrit les procédures et les responsabilités de la Commission et des municipalités lors des démarches qui découlent des demandes de permis de construction et d'adoption de lotissement.

9. Comment améliorer la communication avec le grand public?

On l'entend assez souvent : « On ne communique jamais trop ». Il est vrai que les campagnes de sensibilisation pour informer le grand public des nouveaux services offerts ont été bien réussies. On peut donner comme exemple le programme de recyclage du tri à trois sacs. Mais devrait-on informer davantage le public de services offerts d'une façon générale, de nouveaux services envisagés, de discussions autour des modèles de gouvernance? Il semble que oui. On pourrait se servir des médias déjà existants dans le milieu. On pense à l'Acadie Nouvelle, à l'Étoile et le Focus. Il y a aussi le site Web. Cependant, on peut douter de l'efficacité de ces moyens à atteindre l'ensemble de la population.

Stratégie recommandée | Il est recommandé de mettre sur pied un bulletin qui serait publié quelques fois par année et qui serait distribué dans les différents milieux de la région. Un tel projet pourrait se payer à partir de publicités provenant d'entreprises de la région de Kent. La réalisation du projet pourrait même être confiée par contrat à une firme de communication. Aussi, il est recommandé d'augmenter la présence de la CSR de Kent dans les médias sociaux.

7. GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION : À PROPOS DE NOUS ET NOTRE CLIENTÈLE

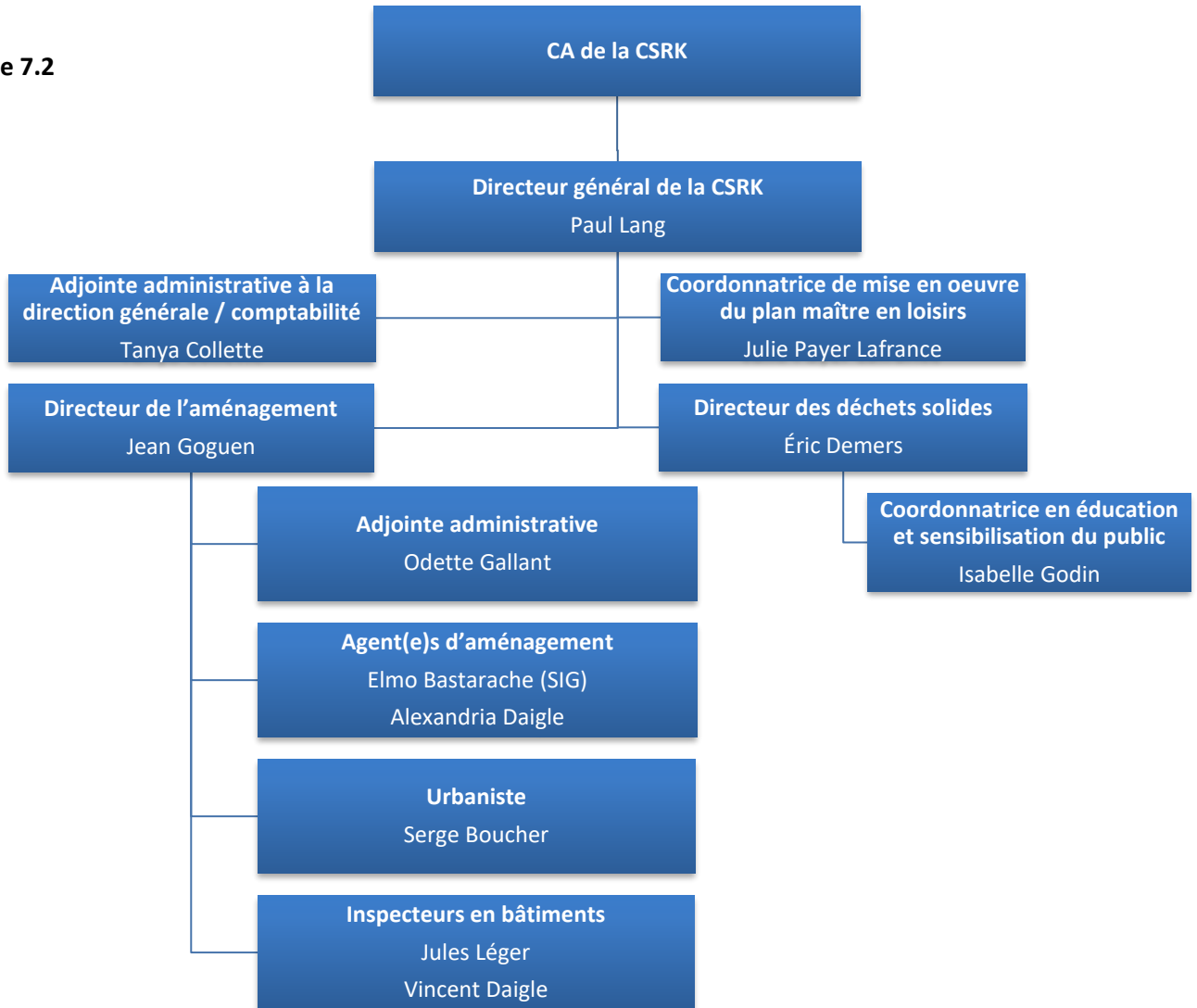
Structure organisationnelle, comités et réunions

La CSRK détient deux structures, la première découlant du CA qui inclut ses comités (voir figure 7.1) et ses membres, et une deuxième structure opérationnelle qui comprend le personnel de la CSR (voir figure 7.2). La première structure comprend le CA de la CSRK et ses comités, dont (5) permanents et (2) comités adhoc ont été créés pour étudier des questions spécifiques.

Figure 7.1



Figure 7.2



8. PRESTATION DES SERVICES

Renseignements sur les services offerts par la commission

La Commission de services régionaux de Kent s'est engagée à offrir plusieurs services à ses communautés. Les services d'aménagement et de déchets solides seront présentés dans les sections identifiées plus loin dans le rapport.

Le conseil d'administration a également bénéficié de présentations faites par divers intervenants impliqués dans la communauté afin que les membres aient un meilleur portrait de l'activité économique, communautaire, sociale et environnementale sur le territoire de Kent; le tableau 8.1 présente les organismes et les individus qui sont venus faire une présentation au CA.

TABLEAU 8.1 ORGANISMES QUI SONT VENUS FAIRE DES PRÉSENTATIONS AU CA	
ORGANISME	INDIVIDU REPRÉSENTANT L'ORGANISME
Échec aux crimes Kent	Arnold Vautour
Opportunités N.-B.	Roger Melanson, Nora Lacey
Réseau de sécurité alimentaire du sud-est	Aaron Shantz
Institut de leadership de l'Université de Moncton	Mario Doucet, Marc LeBlanc, Hubert Roussel
Conseil d'administration de la Fondation de l'hôpital Stella Maris de Kent	Adélard Cormier, Joey Caissie, Jean-François Baril

9. RÉALISATIONS ET DÉFIS AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE

L'année 2017 en fut une pleine réalisation. Les membres du conseil d'administration n'ont pas chômé avec la panoplie de projets et initiatives qu'ils ont étudiés et par la suite adoptés. Les 17 membres du conseil d'administration prennent à cœur la Commission de services régionaux de Kent et ceci se voit par la présence constante des membres du conseil malgré les nombreuses réunions auxquelles l'organisation a tenu en 2017.

Déchets solides

Suite à l'implantation du programme de tri 3 sources en 2016, le département déchets solides se devait de garder un lien de communication avec la population. Le département a donc développé un bulletin d'information afin de promouvoir les différents services de la Commission ainsi que des petits conseils au niveau de la gestion des déchets solides. Cette initiative a permis de faire l'envoi du bulletin d'information en avril 2017 à toutes les résidences de la région de Kent. L'envoi du bulletin fut un succès instantané auprès de la population. Les gens nous ont partagé leurs commentaires positifs durant les mois qui ont suivi l'envoi. La Commission va poursuivre cette approche pour garder ce lien de communication avec les résidents de la région de Kent. Cette démarche permettra une meilleure approche pour augmenter l'efficacité des services de la Commission, mais aussi d'accroître la participation des gens aux différents services qui sont offerts par la Commission.

Une deuxième grande réalisation pour 2017 fut la mise en place des visites au site d'enfouissement d'Eco360 en septembre et octobre. Les visites étaient axées sur le thème « vos déchets au travail » et permettaient aux participants de voir le processus de triage des matières recyclables ainsi que la transformation des matières organiques en composte. Un total de 10 visites a eu lieu ce qui a permis d'avoir près de 200 participants. Cette initiative a donné l'opportunité aux gens d'en connaître davantage sur la gestion des déchets solides de l'étape de la collecte en bordure de route à la mise en vente des matières recyclables sur les différents marchés. De plus, 2 visites d'extra ont été offertes aux membres du Conseil d'administration de la Commission, aux Conseils municipaux et aux présidents des DSL. Suite à un court sondage auprès des participants, les commentaires recueillis étaient tous positifs.

Aménagement local

Le département d'aménagement termine le processus de développement de deux nouveaux plans ruraux. Les D.S.L. de Harcourt et Grande-Digue établissent un contrôle d'usage du terrain pour la première fois afin de promouvoir le bon développement dans leur communauté.

Le département d'aménagement travaille conjointement avec la firme GARAGO afin de développer un système électronique de gestion de dossier. Entre autres, un système fut développé pour les dossiers de lotissement et de permis de construction. Ce système facilitera la gestion des activités dans nos bureaux en temps réel.

Collaboration régionale, service corporatif et services volontaires

Comme mentionné précédemment, la collaboration régionale et l'ajout de services volontaires vont certainement devenir de plus en plus importants dans l'avenir. L'année 2017 est seulement un aperçu des possibilités de projet potentiel et d'initiatives de collaboration qui peut se réaliser dans la région de Kent. Parmi les plus grandes réalisations dans le domaine de la collaboration régionale et le développement d'initiative volontaires, il y a l'adoption du plan stratégique et la mise en œuvre de ses neuf initiatives. Ce plan touche plusieurs facettes du fonctionnement de la CSR et comment elle peut s'améliorer. Deuxièmement, il y a le rôle de la CSR dans la redistribution des fonds pour les frais d'exploitation du nouveau Centre Kent-Nord. Sans la CSR, la ville de Richibucto n'aurait probablement pas été en mesure de recevoir une contribution des communautés avoisinantes.

Sur le plan des partenariats, il y a celui avec l'Institut des études acadiennes de l'Université de Moncton pour le développement du projet de toponymie pour la région de Kent. Ce projet intéresse les gens de la région et aura un effet rassembleur dans les communautés. Le partenariat avec l'AMGM (Association multiculturelle du Grand Moncton) pour établir des services pour les nouveaux arrivants est également unique au Nouveau-Brunswick et particulièrement au sein d'une CSR. Aucune autre CSR ne peut se vanter d'avoir des services aux immigrants à l'intérieur de ses bureaux. Puis finalement, l'autre partenariat à souligner est celui avec la MRC de La Matapédia. Ce partenariat unique en son genre entre les deux provinces pourrait avoir des retombées importantes à long terme pour notre région. Il y a un réel désir de collaborer et d'échanger.



10. PARTICIPATION AUX RÉUNIONS

Membres du CA 2018	(11) Réunions régulières; incluant l'AGA et réunions extraordinaires
AREND, ARMIN	3
ARSENAULT-SIROIS, MÉLANIE	4
ARSENEAU, KEVIN	5
BABINEAU, NOELLA	1
BEERS, TINA	11
CORMIER, DOCILE	9
DELORME, PHIL	3
DESPRÉS, ROGER	3
DOIRON, ROGER	10
DUGAS, DANIELLE	8
FOUGÈRE, ROLAND	9
GAUTREAU, RICKY	6
HÉBERT, JEAN	9
HÉBERT, PAULINE	1
HENRIE, MARC	8
JOHNSON, CHRISTINE	2
LEBLANC, CLAUDE	8
LIRETTE, PAUL	5
MAILLET, MAURICE	10
MOREY, KRIS	6
RICHARD, RICHARD	10
RICHARD, ROLAND	8
RICHARD, VICTOR	2
ROBICHAUD, PIERRETTE	9
WARMAN, RANDY	11

Membres du comité adhoc plan mesures d'urgence	(4) réunions
BEERS, TINA	4
DELORME, PHIL	1
DUGAS, DANIELLE	0
GAUTREAU, RICKY	2
RICHARD, ROGER	3

Membres du comité de finance	(4) réunions
BEERS, TINA	4
DOIRON, ROGER	4
DUGAS, DANIELLE	3
MOREY, KRIS	3
ROBICHAUD, PIERRETTE	4
WARMAN, RANDY	3
ROLAND FOUGÈRE	2

Membres du comité de vérification	(1) réunion
ARSENEAU, KEVIN	1
CORMIER, DOCILE	0
GAUTREAU, RICKY	0
LEBLANC, CLAUDE	1
LIRETTE, PAUL	1
RICHARD, ROGER	1

Membres Adhoc Plan Maître en Loisirs	(0) réunion
DUGAS, DANIELLE	0
ROBICHAUD, PIERRETTE	0

Membres du comité de sécurité publique	(4) réunions
BEERS, TINA	4
DELORME, PHIL	1
FOUGÈRE, ROLAND	2
GAUTREAU, RICKY	4
LEBLANC, CLAUDE	3
LIRETTE, PAUL	2
WARMAN, RANDY	4

Membres du CA et comités	HONORAIRES	DÉPENSES/DÉPLACEMENTS
AREND, ARMIN	0	0
ARSENAULT-SIROIS, MÉLANIE	600.00	137.35
ARSENEAU, KEVIN	825.00	208.28
BABINEAU, NOELLA	150.00	41.00
BEERS, TINA	4650.00	1495.54
CORMIER, DOCILE	1725.00	429.28
DELORME, PHIL	0	0
DESPRÉS, ROGER	375.00	140.22
DOIRON, ROGER	1800.00	250.92
DUGAS, DANIELLE	1650.00	316.32
FOUGÈRE, ROLAND	1950.00	489.54
GAUTREAU, RICKY	2175.00	636.68
HÉBERT, JEAN	1350.00	564.16
HÉBERT, PAULINE	150.00	24.60
HENRIE, MARC	1350.00	564.16
JOHNSON, CHRISTINE	300.00	23.78
LEBLANC, CLAUDE	1650.00	426.64
LIRETTE, PAUL	975.00	108.24
MAILLET, MAURICE	6192.00	2336.03
MOREY, KRIS	900.00	205.41
RICHARD, RICHARD	1800.00	505.12
RICHARD, ROLAND	1200.00	307.50
RICHARD, VICTOR	300.00	24.60
ROBICHAUD, PIERRETTE	2425.00	939.31
WARMAN, RANDY	2100.00	68.06

11. RAPPORT DU DÉPARTEMENT D'AMÉNAGEMENT

La commission de services régionaux de Kent, qui regroupe les municipalités, les DSL de Kent et la paroisse de Rogersville, offre un service d'aménagement du territoire.

C'est avec passion que je vous présente l'envergure de nos services d'aménagement pour l'année 2017.

L'accent sur la planification du territoire est en plein essor et les plans de Harcourt, Cocagne, Aldouane, Richibucto et Grande-Digue font partie des plans de travail des employé(e)s.

Le département des services d'aménagement s'engage dans de nombreuses consultations avec nos partenaires et clients/promoteurs afin d'assurer un développement désirable. Plusieurs modifications aux arrêtés furent entamées afin de permettre la réalisation de certains projets, qui cadraient parfois, moins bien avec les arrêtés en vigueur. Notre fonction administrative nous charge à s'assurer que le développement soit conforme aux lois et aux règlements tout en suivant nos objectifs à moyen et long terme.

Cette année est encore un succès avec plus de **34 millions** en valeur de permis de construction. Notre service professionnel a encore été maintenu dans l'ensemble de la région et nos **inspecteurs** se tiennent à la fine pointe de leur vocation. Nos inspecteurs ont assisté à plusieurs formations afin d'être informés des changements et des nouveaux produits de construction afin mieux collaborer avec leurs clients.

Nos **agents d'aménagement** continuent d'offrir un service hors pair. Le service personnalisé, amical et professionnel permet aux clients de se sentir confiant de discuter de leurs projets et préoccupations. Nos agents occupent un rôle pivot par rapport aux intervenants du développement ; avocats, arpenteurs, fonctionnaires de différents ministères, politiciens, promoteurs, fournisseurs de services, voisins ainsi que les employés du département. Nos agents vont fournir des informations basées sur les lois, règlements et arrêtés qui nous régissent avant d'entreprendre une analyse, une validation ou de rendre une décision.

Notre **cartographe** dessert plusieurs départements internes et se tient toujours à la page avec les diverses demandes de la commission, employé et client. La cartographie prend un rôle fondamental par rapport au développement de nos régions. Les analyses des secteurs cruciales doivent être saisies par la population et la présentation visuelle est l'outil que les gens préfèrent afin de comprendre les enjeux et opportunités.

Notre **secrétariat** est vraisemblablement le noyau qui tient l'organisme ensemble et permet/facilite l'émission des services offerts par notre département.

Afin de répondre aux exigences, un comité de révision de la planification (CRP) est nommé par le conseil d'administration de la CSRK. Le CRP continue d'exercer un rôle primordial dans l'organisme. Il exerce un rôle décisionnel (quasi judiciaire) et consultatif au nom des communautés. Ce rôle est essentiel pour l'administration et l'examen continu des plans d'utilisation du sol et des arrêtés de zonage, lotissements et constructions. Les décisions prises par le CRP peuvent avoir de grandes répercussions sur la forme et la mise en place des services dans une communauté et sans leur consentement, beaucoup de projets resteraient au stage conceptuel. Les fonctions sont précisées dans diverses dispositions de la Loi sur l'urbanisme qui a pour but ultime de planifier l'usage du territoire et d'encourager l'aménagement stratégique de façon logique et avantageuse pour l'ensemble de la communauté.

Les réunions mensuelles

Les membres du comité de révision de planification ont étudié lors des (11) réunions mensuelles (100) cas nécessitant une dérogation ou une recommandation. Le comité tient ses réunions publiques mensuelles le 3e lundi de chaque mois avec deux exceptions; s'il y a pénurie de cas et si la date correspond avec un jour férié. Les réunions débutent à 18h30 au bureau de la CSRK à Richibucto. Il est possible de faire une présentation et de demander des questions pertinentes aux différents cas portés à l'ordre du jour. Une demande d'adresser le comité est de mise et très appréciée au préalable.

Les cas étudiés sont comme suit :

- 5 cas nécessitant une recommandation aux conseils municipaux
- 40 plans de lotissement
- 55 cas dérogatoires en construction

PRÉSENCE DES MEMBRES

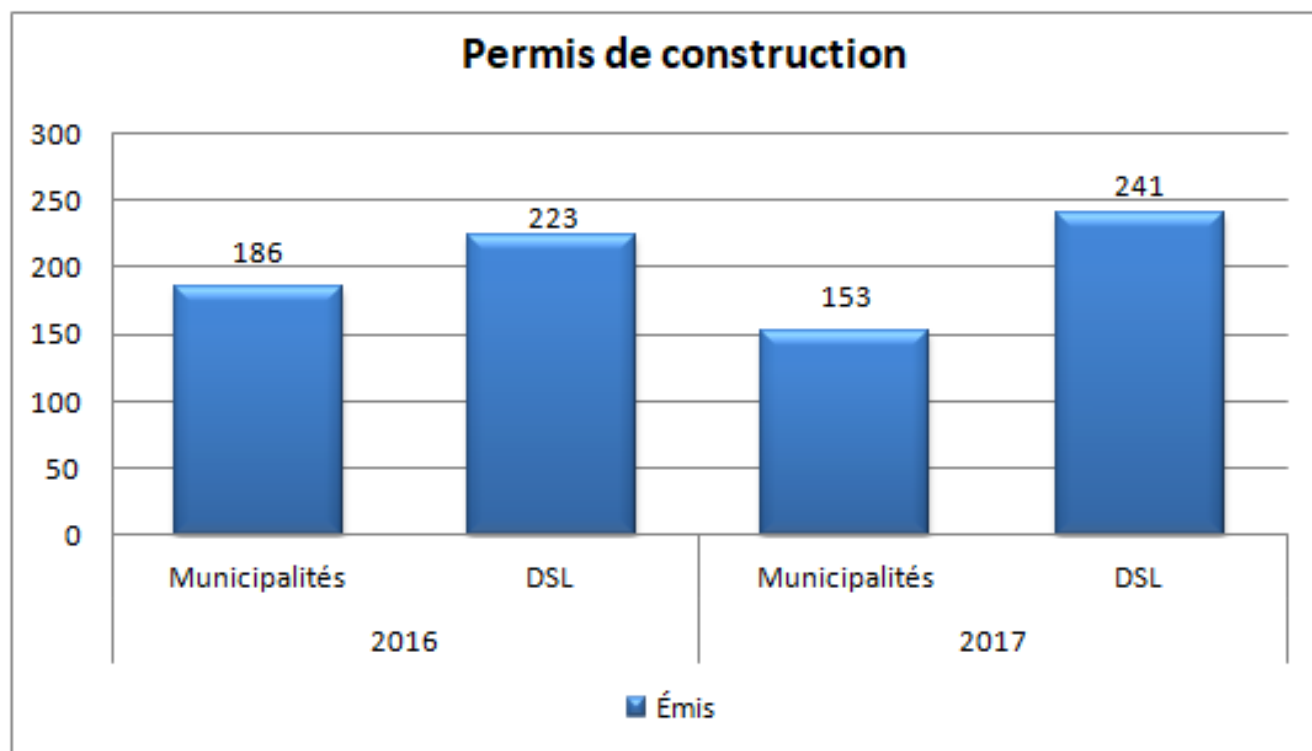
Membres du CRP-2017	(11) Réunions
Rhéal LeBlanc	11
Norman Bourque	9
Pauline Hébert	10
Richard Thébeau	8
Rodney Girvan	1
Gérard Thébeau	11
Laurent Brideau	9

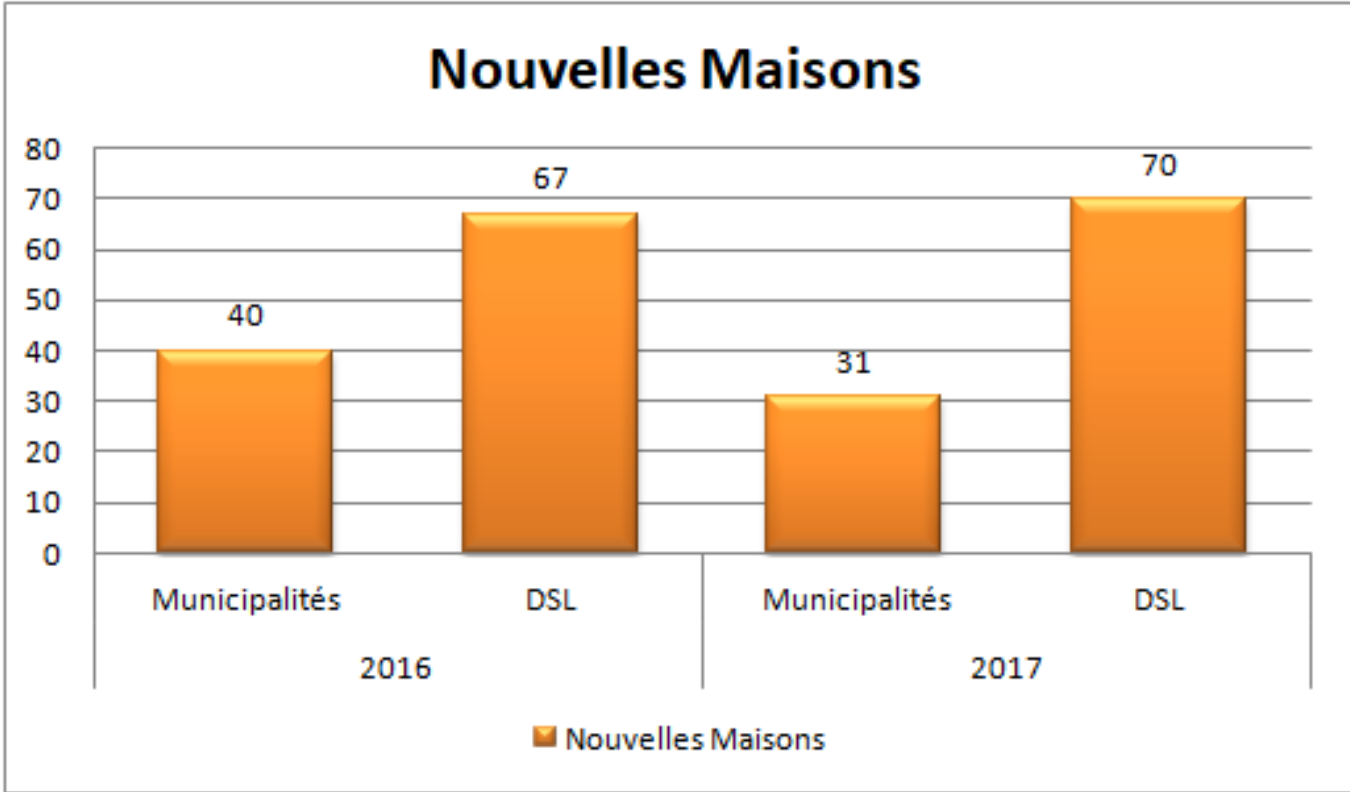
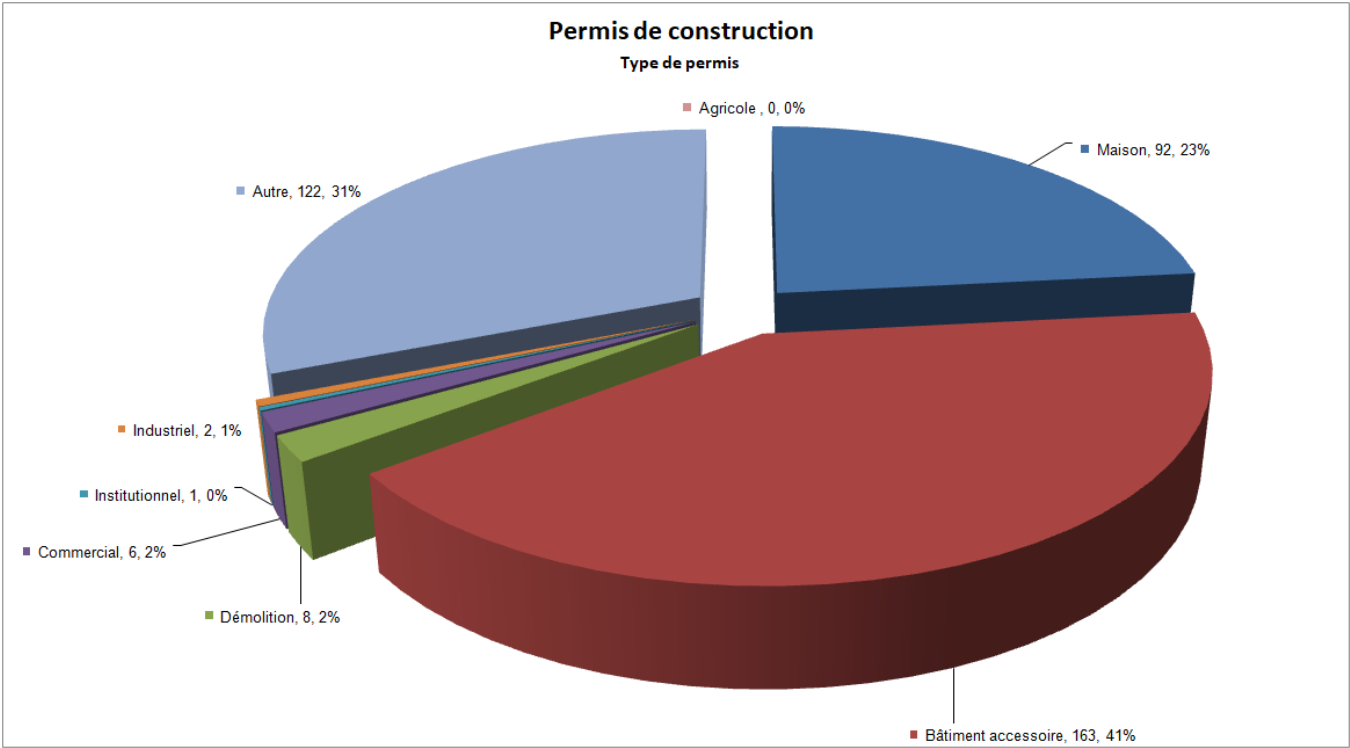
RAPPORT DES DÉPENSES DES MEMBRES DU COMITÉ CRP

Membres du CRP-2017	Honoraires	Dépenses
Rhéal LeBlanc	1100.00	360.80
Norman Bourque	675.00	405.90
Pauline Hébert	750.00	246.00
Richard Thébeau	600.00	164.00
Rodney Girvan	75.00	4.10
Gérard Thébeau	825.00	3.69
Laurent Brideau	675.00	0.00

En 2017, la Commission a émis (394) permis de construction, pour une valeur totale de 34,130,242\$ Rapport de construction 2017

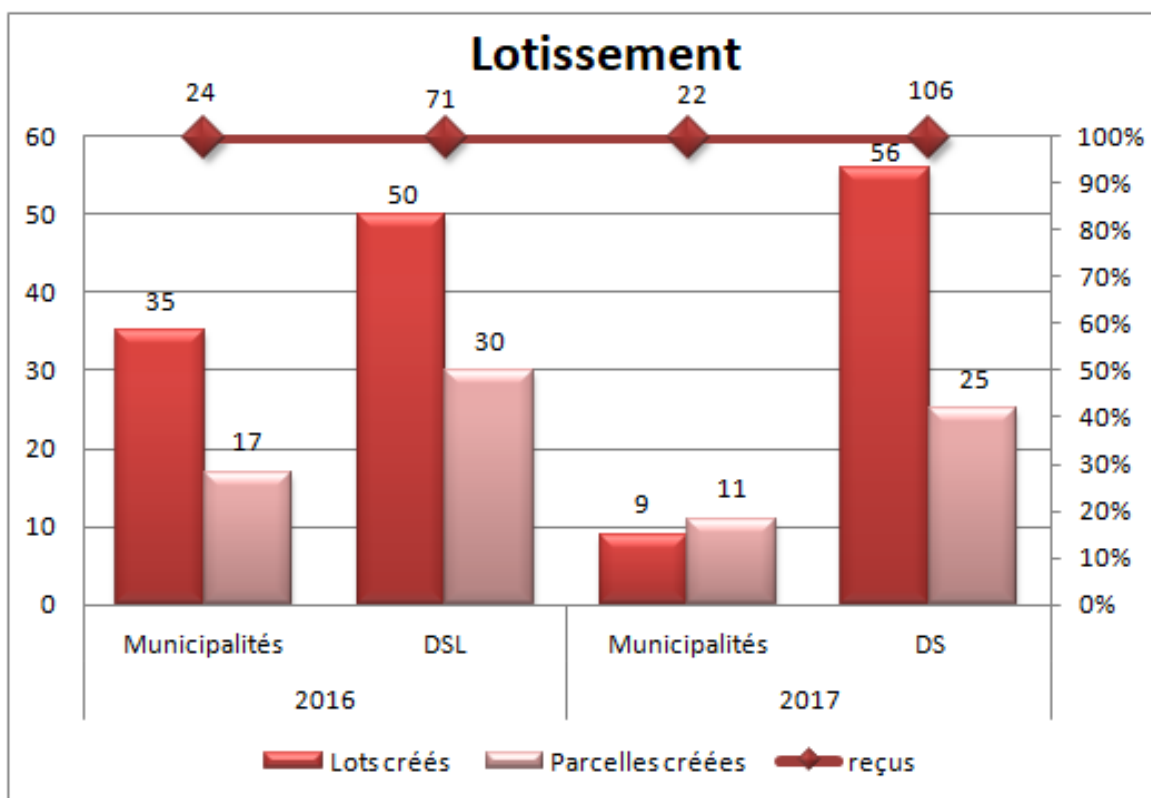
- En région municipale, (153) permis ont été émis pour une valeur de 21,210,342\$ Tableau 2016-17
- En région rurale (DSL), (241) permis ont été émis pour une valeur de 12,919,900\$ Tableau 2016-17





- En exemple ; notre région a augmenté l'inventaire de nouveaux bâtiments résidentiels de (40) dans le secteur municipal pour une valeur de (15 000 000.00) et de (67) dans le secteur non incorporé pour une valeur de (9 629 000.00).
- De plus (251) permis de développement ont été émis à l'intérieur des municipalités et du secteur rural.

En 2017 (128) plans de lotissement ont été étudiés (87) ont été approuvés, ce qui explique la création de (9) nouveaux lots et (11) nouvelles parcelles dans le secteur municipal et 56 nouveaux lots et 25 nouvelles parcelles dans le secteur non incorporé. Tableau 2016-17



Huit (8) plans d'arpentage (79) actes de transfert ont été approuvés durant cette même année.

Financement et budget

En 2017, le budget total des services d'aménagement s'élevait à 786 176.00\$. Ce montant provient du budget global de la commission de services régionaux de Kent. Les municipalités et les districts de services locaux contribuent au budget par l'entremise de leur évaluation foncière.

Formation et conférences

Un urbaniste a participé à la conférence annuelle canadienne ICU en juin sans oublier que l'autre urbaniste a participé à la conférence atlantique en septembre. Nos inspecteurs ont participé aux activités suivantes : Conférence NBBOA en février et une (1) formation de certification en janvier. Nos agents d'aménagements ont participé à deux formations provinciales d'une journée, qui étaient spécifiques à la pratique du métier.

Plans municipaux/ruraux

Le plan de Grande-Digue est complété et endossé par le ministre et prend le statut de règlement ministériel en cette période budgétaire. Le travail continu pour les régions de Cocagne, Aldouane et Richibucto. Plusieurs réunions de comité de travail ont eu lieu parmi les différents conseils et DSL afin d'élaborer les sujets pertinents exigés par la *Loi sur L'Urbanisme*. Le travail se continue avec acharnement afin de se préparer pour les réunions portes ouvertes et les audiences publiques dans les régions respectives.

Afin d'affermir la conformité de certains dossiers, un total de 17 rapports de confirmation de zonage ont été décelés afin de permettre à certains projets de se réaliser.

Je remercie les membres de notre Commission de Services Régionaux, les membres du comité de révision de planification, les divers conseils d'administration, mais plus particulièrement les membres du personnel, pour leur appui au cours de la dernière année. Le personnel et les membres ont travaillé avec persévérance pour couvrir tous les aspects de l'aménagement du territoire. Je suis fier de souligner que la CSRK offre un service d'aménagement exemplaire aux citoyen(ne)s de notre région ainsi qu'aux usagés estivants qui nous consultent souvent à distance.

Jean Y Goguen MICU, IUA, UPC
Directeur d'urbanisme | Commission de services régionaux de Kent

12. RAPPORT DU PLAN MAÎTRE EN LOISIR

Quel beau début pour le plan maître en loisir ! En effet, j'ai entrepris mon rôle de coordonnatrice de la mise en œuvre du plan maître en loisir le 19 juin 2017. Cette année fut une année de mise en place et de création de lien. Le plan maître en loisir de la Commission de services régionaux de Kent servira de guide, au travers de ses **20 recommandations**, pour l'amélioration et le développement des activités et des installations qui touchent les sports, la vie communautaire, la culture, le patrimoine, les arts et le tourisme.

La planification régionale du loisir implique une collaboration indispensable des communautés afin de conserver les acquis et d'améliorer l'offre du loisir dans Kent par de nouveaux projets. Le plan maître en loisir viendra soutenir les efforts de revitalisation des équipements et installations afin de répondre à la demande de plus en plus importante d'activités spécifiques. Débuter ce travail par la rencontre des communautés et faire l'évaluation de leur besoin présent était la première étape. C'est pourquoi la majorité des communautés ont été rencontrées dès les premières semaines.

Le **lancement officiel** du plan maître a eu lieu le 14 septembre au terrain de baseball du village de Saint-Antoine, dans le cadre des festivités du Festival des couleurs d'automne. Une dizaine d'élus, des employés en loisir et de direction du comté ainsi que des représentants d'associations et groupes de loisirs se sont déplacés pour venir à l'événement. Nous avons pris l'opportunité lors du lancement pour reconnaître les deux premiers ambassadeurs des loisirs soit madame Marielle Demers et monsieur Paul Demers. Tous deux impliqués dans le loisir local ainsi que sur le rayonnement provincial voir national de celui-ci.

Communication et diffusion | Au niveau des communications et de la diffusion des loisirs, un site internet et une page Facebook ont été lancés. Un partenariat a été créé avec la radio communautaire francophone locale pour une chronique hebdomadaire sur les activités de loisir. Les citoyens répondent très bien à ces outils et les résultats positifs sont mesurables par l'augmentation de participation dans certains événements et le partage de l'information qui circule.

Finalement, différents **partenaires** se sont rencontrés en 2017 afin de semer des idées réalisables. Plusieurs d'entre elles verront le jour dans la prochaine année ou solidifieront leur base par exemple la journée d'inscription commune pour les activités de loisir. Le début de collaboration et le désir de se projeter dans l'avenir du loisir dans Kent, a su ouvrir une porte importante qui a permis en 2017 de commencer les rencontres pour l'ouverture d'emplois en loisir. Somme toute, dans ses quelques mois en loisir, 2017 a su bâtir des ponts et des liens entre les acteurs principaux et les partenaires potentiels ce qui permettra aux années prochaines d'avancées d'un pas ferme et certain.

Julie Payer Lafrance | Coordinatrice de la mise en œuvre du Plan maître en Loisir | CSRK

13. RAPPORT DU DIRECTEUR DU SERVICE DE DÉCHETS SOLIDES

En tant que Directeur du département du service de déchets solides, je suis heureux de vous présenter le rapport annuel pour l'année 2017. Par l'entremise de décisions et de projets, l'année 2017 a été remplie de grandes réalisations, comme vous pourrez le constater dans le présent rapport. Comme vous le savez, l'année 2017 marqua la première année complète de la mise en place du programme 3 sources qui furent implantées en octobre 2016. Les employés du département sont toujours à peaufiner l'offre de services aux citoyens afin d'en améliorer ceux-ci. Les méthodes de communications sont aussi de plus en plus diversifiées pour informer la population des services qui sont disponibles.

PARTICIPATION AUX RÉUNIONS

Membres du comité de déchets solides 2017	(5) Réunions
Mike LeBlanc	5 + 1 (AGA de la CSRK)
Barry Spencer	5 + 1 (AGA de la CSRK)
Eugère Cormier	5
Douglas MacDonald	5 + 1 (AGA de la CSRK)
Achille Bastarache	5
Jocelyne Bourque	4

RAPPORT DES DÉPENSES DES MEMBRES DU COMITÉ DE DÉCHETS SOLIDES

Membres du comité de déchets solides 2017	Honoraires	Dépenses
Mike LeBlanc	375.00	86.10
Barry Spencer	500.00	143.91
Eugère Cormier	375.00	110.29
Douglas MacDonald	375.00	196.80
Achille Bastarache	375.00	50.84
Jocelyne Bourque	300.00	239.44

La Commission de services régionaux de Kent n'est pas seule dans l'offre de service aux résidents. Les divers services offerts aux gens de la région sont rendus possibles grâce aux différents partenaires de la Commission.

- La province du Nouveau-Brunswick
- Recycle NB
- La Commission de services régionaux du Sud-Est
- La Commission de services régionaux de la Péninsule Acadienne
- La Commission #8
- Les autres Commissions de services régionaux
- Le regroupement des coordinateurs de projets du Nouveau-Brunswick au sein des Commissions
- Product Care
- Les municipalités du comté de Kent
- Les DSL du comté de Kent
- Les Coops (Richibucto, Pointe-Sapin et Saint-Paul)
- Kent Recycling
- Centre de remboursement de bouteilles de Cocagne
- Centre de remboursement de bouteilles de Rogersville
- Centre communautaire d'Acadieville
- DP Tech
- Les Home Hardware (Rogersville, Richibucto et Saint-Antoine)

Voici donc un aperçu des diverses réalisations du département du service de déchets solide l'année 2017.

Gestion des contrats de collecte

Le département en a fait à sa deuxième année par rapport à la gestion des contrats de collecte pour les communautés faisant partie du système de collecte optimisée. Cette prise en charge en février 2016 a permis au département de réaliser quelques constatations. Un manque de règle claire a fait en sorte que le département a entamé le développement d'une politique que nous espérons, soit appliquée en 2018. Ceci crée une certaine confusion auprès de la population pour ce qui touche à la collecte hebdomadaire ainsi que durant la collecte des déchets encombrants. Le fait de gérer les contrats ajoute une charge de travail supplémentaire aux employés du département et réduit la productivité de ceux-ci. Néanmoins, le service de collecte est bien géré par le département et une bonne relation de travail fut établie avec les compagnies qui effectuent la collecte. De plus, certaines Commissions cherchent des informations afin d'établir des systèmes de collecte similaire dans les autres régions de la province. Le département du service de déchets solides est toujours disponible afin de partager les bons et les moins bons coups du système de collecte optimisée.

Programme de valorisation des déchets 3 sources

Comme mentionné dans la prémisses du rapport, le programme 3 sources en a fait à une première complète en 2017. Il va sans dire que la gestion de ce programme demande beaucoup de logistique ainsi que la mise en place de différentes méthodes de communication et de sensibilisation auprès des résidents. Vous en trouverez les détails dans la section sensibilisation et éducation du présent rapport.

Le programme semble bien avoir été adopté par la population en général, mais il faut quand même continuer de sensibiliser les résidents envers le triage des déchets en 3 sources. Le département souhaite mettre en place des systèmes d'évaluation afin d'assurer une bonne conformité de la population pour d'augmenter le taux de diversion du site d'enfouissement. Par conséquent, le taux de contamination pourrait réduire et la valeur

marchande des matières recyclables augmenter. Cette démarche pourrait aussi avoir un impact positif sur la production du compost avec la matière organique.

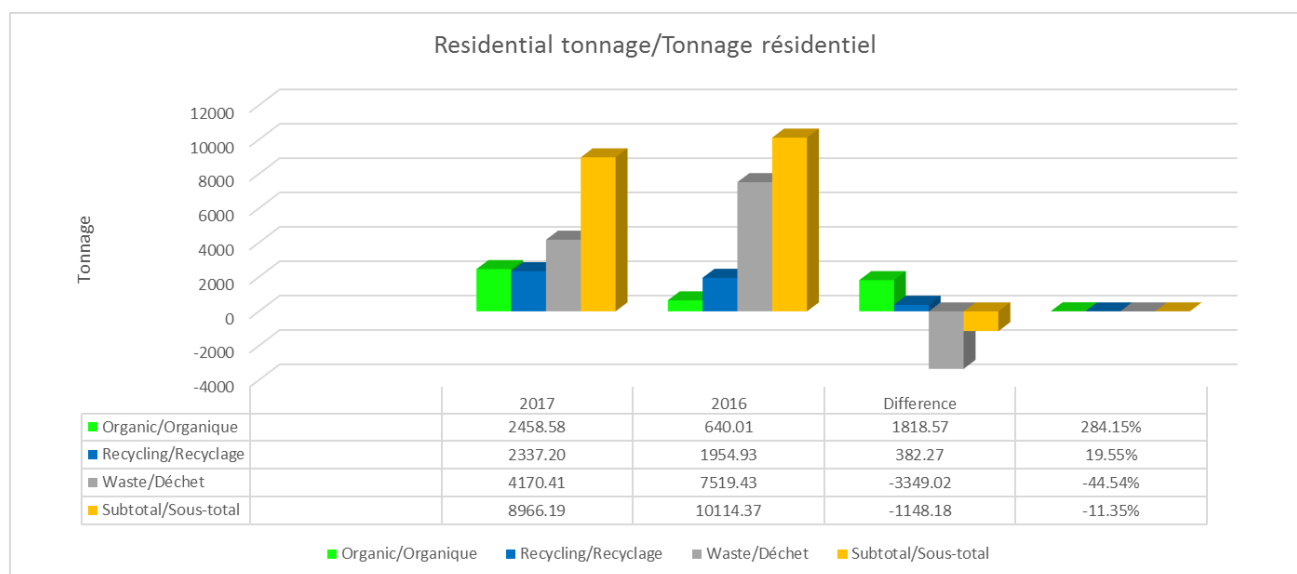
Il va sans dire que la Commission devra continuer les efforts de sensibilisation ainsi que développer des partenariats avec différents groupes communautaires pour rendre le programme encore plus compréhensible et facile pour les résidents. Sans tous les nommer, la Commission est reconnaissante de l'appui des différents partenaires dans la continuité du programme 3 sources.

Analyse de la production de tonnage des déchets

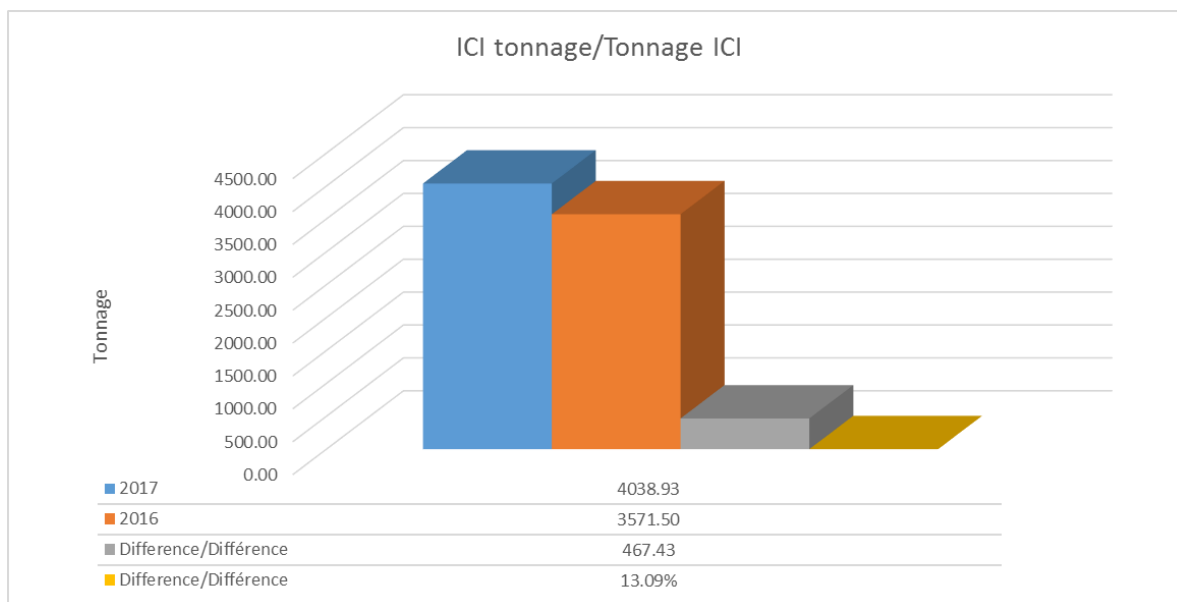
Avec tous les différents changements au cours des dernières années avec la gestion des contrats et l'introduction du programme 3 sources, l'année 2017 marqua une stabilité dans l'analyse des données par rapport au tonnage de déchets produits.

Comparativement à 2016, le tonnage résidentiel a diminué de 1,148.18 tonnes pour l'ensemble des communautés du comté de Kent. Cette diminution est une petite surprise pour le département du service de déchets solides. Il est difficile d'en arriver à une explication concrète afin de justifier cette diminution. Il y a quelques hypothèses qui peuvent en quelque sorte aider à comprendre cette réduction de tonnage résidentiel, mais sans données c'est seulement des suppositions. Il faut quand souligner que la situation dans la région de Kent n'est pas unique dans la province. D'autres régions voient aussi une diminution du tonnage résidentiel sans trop d'explication tangible. Néanmoins, voici quelques indices qui pourraient expliquer ces diminutions de déchets résidentiels.

- Plus de contrats privés pour les appartements.
- Augmentation des décharges illégales.
- Changement de consommation des résidents.
- Vieillesse de la population.
- Bruler les matières comme les cartons, journaux, magazines, circulaires, etc.



Pour ce qui est du secteur ICI, une certaine stabilité semble s’installer depuis 2016. Nous avons donc observé une augmentation de 467.43 tonnes en 2017 dans le secteur ICI comparativement à 2016. Ceci étant dit, en 2 ans la production de déchets dans le secteur ICI a augmenté de 963.17 tonnes (augmentation de 495.74 tonnes en 2016). Cette augmentation peut être attribuée en partie à une meilleure identification des chargements de déchets provenant de la région de Kent au site d’enfouissement. Il se peut aussi qu’un certain nombre d’appartements aient opté pour un contrat de collecte privé.



Pour les

déchets de construction et démolition (CD), la perte de tonnage est significative comparativement à 2016. Une réduction totale de 980.58 tonnes fut observée en 2017. Cette importante diminution a fait en sorte que seulement 10.05 tonnes de déchets ont été générées dans le secteur CD. Encore une fois, les sites privés peuvent avoir un impact sur le tonnage CD, car les coûts la tonne sont considérablement plus bas qu’au site d’Eco360. Il y a un total de trois sites privés qui acceptent des déchets CD dans la région du Sud-Est en plus du site d’Eco360. De plus, les chargements de déchets CD sont possiblement mal identifiés une fois arrivés au site d’enfouissement.

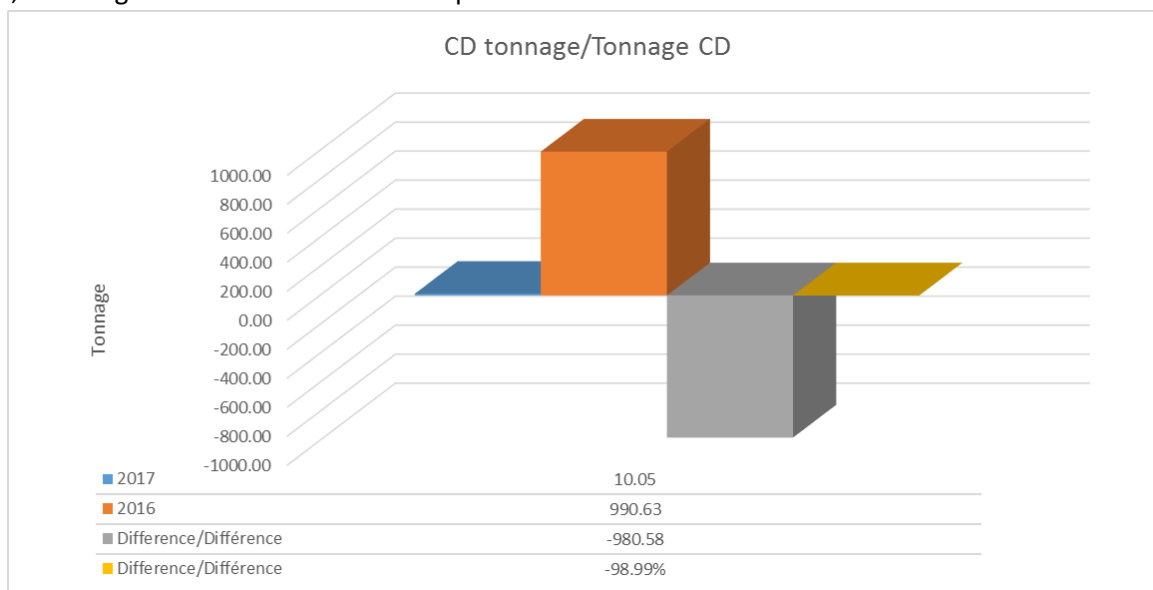


Tableau sur la production mensuelle de déchets en 2017

SWANA (Solid Waste Association of North America: Atlantic Chapter)

Kent Waste Report/Rapport de déchets pour Kent For 2017/Pour 2017																	
Non optimized communities/Communautés non optimisées	Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Jun	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Dec-16	YTD/CAJ 2016	YTD/CAJ 2017	YTD/CAJ Difference	%
Elsipogtog First Nation Band	46.04	36.70	35.64	47.56	46.14	35.19	42.55	41.87	44.73	35.03	29.75	28.44	40.27	500.92	469.64	-31.28	-6.24%
Municipality of Bouctouche	48.96	38.68	49.82	46.20	108.34	51.63	46.39	61.15	47.20	81.51	52.66	42.90	61.66	721.02	675.44	-45.58	-6.32%
Municipality of St-Antoine	34.83	23.81	24.63	26.65	61.93	30.40	30.04	29.41	28.55	54.94	29.62	27.24	26.15	462.91	402.05	-60.86	-13.15%
Indian Island First Nation Band	4.33	4.39	4.05	3.17	19.99	10.50	4.79	0.00	5.51	13.48	10.61	4.08	2.78	70.01	84.90	14.89	21.27%
Subtotal	134.16	103.58	114.14	123.58	236.40	127.72	123.77	132.43	125.99	184.96	122.64	102.66	130.86	1754.86	1632.03	-122.83	-7.00%
Optimized collection/Collecte optimisée																	
K1 (Miller Waste)	151.57	123.10	131.21	135.87	191.43	395.70	183.07	300.81	166.69	280.59	160.06	127.07	131.41	NA	2347.17	NA	NA
Gladeside/Dundas/St-Damien/Pelerin																	
Haut St-Antoine/St-Antoine Nord/McKees Mill																	
St-Joseph-de-Kent/St-Grégoire/Bouctouche-Sud																	
Dixon-Point/St-Thomas-de-Kent/Cocagne																	
Renauds Mills/St-Antoine-Sud/Notre-Dame																	
Grande-Digue																	
K2 (Fero)	58.72	45.57	45.15	45.64	155.89	52.45	74.03	81.90	58.12	93.71	141.52	47.96	45.99	NA	900.66	NA	NA
Ste-Marie-de-Kent/St-Paul/Hébert/Birch Ridge																	
Coal Branch/Adamsville/Clairville/Beersville																	
Cails Mills/Smith's Corner/Fords Mills/Browns Yard																	
Pine Ridge/Ford Bank/West Branch/St-Norbert/Balla Philip																	
K3 (Fero)	123.05	97.37	108.44	120.50	345.07	132.60	146.25	241.26	119.82	167.57	225.90	99.98	106.58	NA	1927.81	NA	NA
Bouctouche Cove/Buctouche First Nation/St-Maurice																	
McIntosh Hill/Baie de Bouctouche																	
St-Edouard-de-Kent/Ste-Anne-de-Kent/East Branch																	
South Branch/Richibouctou-Village/Galloway																	
Jardineville/Mundville/Childs Creek/Upper Rexton																	
Bass River/Targetville/Main River																	
Municipality of Rexton/Municipality of Richibucto																	
K4 (Miller Waste)	59.69	36.38	44.13	42.05	128.58	45.76	45.43	57.99	45.05	105.24	46.67	43.10	41.90	NA	700.07	NA	NA
Murray Settlement/Collette/Rosaireville																	
Rogersville-Est/Rogersville-Ouest/Acadieville																	
Acadie Siding/Noinville/Kent Junction/Harcourt																	
Municipality of Rogersville																	
K5 (Fero)	95.21	93.06	103.95	93.82	264.55	87.19	86.56	154.26	90.90	138.02	177.38	71.82	92.97	NA	1456.72	NA	NA
St-Charles/St-Ignace/Canisto/St-Louis(LSD)																	
Portage St-Louis/Aldouane/Kouchibouguac/Laketon																	
Pointe-Sapin/Municipality of Saint-Louis-de-Kent																	
Subtotal optimized collection/Sous-total collecte optimisée	488.24	395.48	432.88	437.88	1085.52	713.70	535.34	836.22	480.58	785.13	751.53	389.93	418.85	8359.51	7332.43	-1027.08	-12.29%
Total Residential Waste/Déchets résidentiels total	622.40	499.06	547.02	561.46	1323.65	841.42	659.11	968.65	606.57	970.09	874.17	492.59	549.71	10114.37	8966.19	-1148.18	-11.35%
ICI Waste/Déchets ICI	273.08	218.67	289.89	343.77	416.35	406.68	349.96	380.73	383.02	350.50	324.24	302.04	283.39	3571.50	4038.93	467.43	13.09%
CD Waste/Déchets CD	0.00	0.00	0.00	0.00	2.38	0.00	0.00	0.00	0.00	3.53	2.08	2.06	0.00	990.63	10.05	-980.58	-98.99%
Grand Total	895.48	717.73	836.91	905.23	1742.38	1248.10	1009.07	1349.38	989.59	1324.12	1200.49	796.69	833.10	14676.50	13015.17	-1661.33	-11.32%

Le directeur du département déchets solides a laissé son siège au sein de l'organisme SWANA à un autre représentant du Nouveau-Brunswick. Cette expérience a permis au directeur du département de tisser des liens de travail avec d'autres membres des régions atlantiques. Le directeur du département déchets solides continuera de garder contact avec l'organisme SWANA et ses membres.

Programme RDD | Résidus domestiques dangereux

Depuis 2016, la population de la région de Kent a accès à 4 collectes de résidus domestiques dangereux. Cette démarche entreprise en 2016 permet à la Commission d'offrir un service amélioré pour la population. Ceci étant dit, voici les endroits que l'unité mobile d'Eco360 a visités.

- Saint-Antoine le 6 mai, 2017
- Richibucto le 17 juin, 2017
- Rogersville le 16 septembre, 2017
- Saint-Paul le 4 novembre, 2017

Comme chaque année, la collecte des RDD fut un grand succès auprès de la population de la région du comté de Kent. La conscientisation de la population envers la bonne gestion des RDD fait en sorte que les journées de collecte sont très fréquentées. En leur offrant un service comme celui des journées RDD, les gens peuvent se débarrasser de ces produits adéquatement.

Un total de 1451 véhicules sont passés lors des jours de collecte, pour une augmentation de 624 véhicules par rapport à 2016. C'est très encourageant de voir l'engouement des résidents pour les événements pour la collecte des RDD.

Certains produits qui ont été apportés aux quatre journées de collecte.

	2016	2017
<i>Huile usée</i>	1,535 litres	2,605 litres
<i>Essence</i>	325 litres	320 litres
<i>Bonbonne de propane (20 lb et +)</i>	96 bonbonnes	143 bonbonnes
<i>Bonbonne de propane (1 lb)</i>	231 bonbonnes	530 bonbonnes
<i>Batterie de voiture</i>	69 batteries	141 batteries

La collecte des RDD a permis de détourner 17.45 tonnes de produits dangereux du site d'enfouissement et de notre environnement. Pour ce qui de la collecte des piles usées, un changement dans la comptabilisation des données en 2016 fait en sorte qu'il est difficile d'avoir des chiffres concrets. Il y a toujours entre 5 à 7 collectes de piles usagées qui donnent environ 2 à 4 tonnes de piles qui sont détournées du site d'enfouissement.

Projets pour l'année 2018

L'année 2018 s'annonce comme une année où le travail de collaboration sera mis de l'avant ainsi d'explorer les possibilités d'améliorer les services offerts à la population en général. Le département va axer son travail avec les institutions de la région afin de voir les opportunités d'introduire des systèmes de recyclage pour augmenter le taux de diversion. Cette démarche permettra de travailler avec les écoles, les édifices municipaux, les bibliothèques, les bureaux provinciaux et fédéraux. Le département aura aussi comme tâche de faire une sensibilisation continue auprès de la population. Même si le programme 3-sources fut bien adopté par les résidents, il faut continuer l'éducation auprès du public pour l'ensemble des services en place afin de permettre l'augmentation du taux de détournement des déchets résidentiels du site d'enfouissement. De plus, des évaluations seront effectuées en ce qui concerne le contenu des sacs de déchets résidentiels pour assurer une meilleure participation du public.

Mot de la fin

Comme nous pouvons le constater dans le présent rapport, l'année 2017 a été remplie de belles réussites pour le département de déchets solides et ses partenaires. L'année 2018 sera une continuité de ces succès pour l'ensemble des services gérés par la Commission.

J'aimerais profiter de l'occasion de remercier et exprimer ma reconnaissance envers les membres du Conseil d'administration pour leur dévouement et leur soutien afin d'offrir les meilleurs services en matière de gestions de déchets solides. J'aimerais également remercier tous nos partenaires pour le travail accompli durant l'année 2017. Je veux aussi souligner le travail de soutien du comité technique sur la gestion des déchets solides.

Grâce aux efforts de chacun, la Commission de services régionaux de Kent peut se dire fière des accomplissements en ce qui traite de maintenir un service de qualité pour les gens de la région du comté de Kent. Votre participation contribue grandement à la protection de notre environnement et est un exemple à suivre.

Respectueusement soumis,

Eric Demers

Directeur du département de déchets solides | Commission de services régionaux de Kent

14. Public 2017

Sensibilisation et éducation

L'année 2017 a emmené une panoplie d'opportunité au département des déchets solides de se faire voir et entendre auprès de la population. Le Programme 3 sources, lancé à l'automne 2016, va bon train, mais on reconnaît l'importance de l'éducation continue pour assurer un meilleur tri à la source. Au courant de l'année, nos employés ont créé de nouvelle façon de rejoindre la population tout en perfectionnant celle existante, offert des ateliers sur le compostage puisque nous avons relancer le programme de vente de composteur à rabais et proposer des visites guidées du site d'enfouissement de Sud-est Eco360 grâce à du financement obtenu auprès de Fonds en fiducie pour l'Environnement (FFE).

Outils promotionnels et publications

Afin de rendre les communications encore plus efficaces auprès du public, le département de déchets solides a lancé le tout premier volume de son **bulletin d'information** au printemps 2017. Ce livret aux couleurs attrayantes nous a offert une grande visibilité et a permis à notre population d'obtenir de l'information sur tous nos programmes plutôt que de ne recevoir que des dates pour la collecte des déchets encombrants comme nous l'avions fait l'année précédente. Jumelés à une campagne digitale pour annoncer l'arrivée du bulletin, nous avons reçu de nombreux commentaires très positifs par rapport à cette initiative et continuerons l'expérience dans le futur.





Nous avons décidé de continuer l'impression du **calendrier de collecte** des matières résiduelles pour l'année 2018. Le graphisme a encore été fait par Falstaff Media et nous avons tenté d'améliorer celui-ci avec une section plus claire sur les congés fériés et tempêtes en plus d'éliminer les points rouges qui ne s'appliquaient pas comme les congés de la fête du Canada ou du jour du Souvenir comme ils tombent tous deux sur des dimanches et n'affectent pas la collecte du lundi suivant. Les calendriers furent envoyés par la poste en novembre 2017.

La coordonnatrice de projet de la CSR Kent a continué son travail sur le **site web** de la Commission pour le maintenir à jour. Il fut très utile pour la promotion de nos nouveaux programmes comme le compostage et les visites guidées. De plus, la section « Avis Public » continue à servir à informer la population de tous les événements auxquels nous prenons part ainsi qu'à indiquer si des délais ou annulations ont lieu pour la collecte des déchets.

Téléchargez l'application
KENT RECYCLE
 gratuitement dans l'App Store et Google Play.



Visitez notre site web au
WWW.CSRK.CA

La page **Facebook** et l'application mobile « **Kent Recycle** » continuent à offrir de nouvelles opportunités pour rejoindre notre public. Le nombre d'abonnés à ces deux services de communication ne cesse d'augmenter. Nous en sommes à près de 900 « likes » sur la page Facebook à la fin 2017 et l'application mobile a été téléchargée plus de 2000 fois. Nous continuerons à faire la promotion de ces outils en 2018 pour obtenir encore plus d'abonnés et de visibilité.

VOS DÉCHETS au travail

Rejoignez-vous à la Commission de services régionaux de Kent pour une visite guidée complètement gratuite aux installations de tri d'Eco360 à Berry Mills. La visite inclut le transport, un repas sur l'autobus, la chance de voir comment les trois sources sont traitées et quelques autres petites surprises.

Pour réserver votre place, remplissez le formulaire disponible sur notre site web ou contactez-nous par téléphone.

Lieu de départ	Date	Langue
Rogersville	Septembre 13	Français
Notre-Dame	Septembre 14	Anglais
St-Louis-de-Kent	Septembre 20	Français
St-Antoine	Septembre 21	Français
Raxton	Septembre 27	Anglais
Grand-Oigue	Septembre 28	Français
Boudouche	Octobre 4	Français
Harcourt	Octobre 5	Anglais
Richibucto	Octobre 11	Français
Cocagne	Octobre 12	Français

Les autobus partent à 17h du point de rencontre. Pour la liste des lieux spécifiques, visitez notre site web ou contactez-nous par téléphone.
 1 825 588-1125 | 1 506 743-1400 | www.csrk.ca

Fonds en fiducie pour l'Environnement

La Commission a reçu un montant de 50,000.00\$ pour organiser des **visites guidées** des installations de tri de Sud-est Eco360 à Berry Mills. Ce financement, offert par le Fonds en fiducie pour l'Environnement nous a permis de faire une première vague de visites à l'automne 2017. Dix points de départ ont été proposés à la population et la majorité de ces événements étaient à pleine capacité ou presque. Ce programme incluait le déplacement en autobus de voyage, un léger repas, la visite des installations puis quelques cadeaux que nous remettons à tous les participants pour encourager les bonnes pratiques écologiques. Par suite du succès de cette première vague, une deuxième est planifiée pour l'hiver 2018.

Notre coordonnatrice de projet continue à siéger au sein d'un **comité provincial en relation publique** ralliant des membres des 12 commissions de services régionaux de la province. En 2017, une demande de financement conjointe a été soumise au FFE par la région de Fundy cette fois. Le but était de revenir à la charge avec notre campagne médiatique provinciale sur les RDD ainsi que de lancer une nouvelle campagne, celle-ci portant sur les matières recyclables qui sont acceptées à travers la province. Un montant de 80,000.00\$ a été accordé au comité à cet effet. Notre employé, bien qu'elle ne fût pas responsable du projet pour l'année fiscale 2017-2018, siégeait sur le comité consultatif de 5 membres pour la prise de décision rapide.

Événements communautaires et présentations sur le compost

Comme chaque année, le département se déplace afin de rencontrer sa population dans tous les recoins de la région. Les événements auxquels nous prenons part nous permettent de rejoindre une grande variété de résidents qui en temps normal ne nous contacterait pas nécessairement ou ne pourrait se rendre à nos rencontres plus formelles.

Du côté de nos ateliers sur le compostage (en gras dans le tableau), nous avons émis plusieurs hypothèses expliquant le faible taux de participation. Nos efforts promotionnels ont peut-être été concentrés aux mauvais endroits. Nous avons remarqué que la population répond plus fortement aux événements quand nous en faisons la promotion par envoi postal ou par la radio. Puisque les coûts associés à ces méthodes promotionnelles sont assez élevés, nous n'y avons pas fait appel pour ces présentations. Pour 2018, nous offrirons ces ateliers sur invitation.

Date	Lieu	Type	Événements	Participants
06-02-2017	Grande-Digue	Souper / présentation	Programme 3 Sources	138 pers
25-02-2017	Grande-Digue	Kiosque	Déjeuner communautaire	71 pers.
10-05-2017	St-Louis-de-Kent	Atelier	Compost	5 pers.
17-05-2017	Pointe-Sapin	Atelier	Compost	4 pers.
18-05-2017	Grande-Digue	Atelier	Compost	10 pers.
24-05-2017	Saint-Antoine	Atelier	Compost	2 pers.
25-05-2017	Kouchibouguac	Atelier	Compost	5 pers.
31-05-2017	Rexton	Atelier	Compost	5 pers.
01-06-2017	Rogersville	Atelier	Compost	6 pers.
07-06-2017	St-Paul	Atelier	Compost	8 pers.
08-06-2017	Richibucto	Atelier	Compost	2 pers.
10-06-2017	Cocagne	Kiosque	Pow Wow Acadiens-Mi'kmaw	146 pers.
21-06-2017	Cocagne	Atelier	Compost	3 pers.
24-06-2017	Bass River	Kiosque	Farmer's Market	25 pers.
08-07-2017	St-Louis-de-Kent	Kiosque	Vente de Garage	18 pers.
[21-23]-07-2017	Richibucto	Kiosque	Festival Pétoncles	158 pers.
02-08-2017	Rogersville	Kiosque	P'tit Frolic	60 pers.
05-08-2017	Cocagne	Kiosque	Marché Fermiers	58 pers.
12-08-2017	Bouctouche	Kiosque	Marché Fermiers	62 pers.
19-08-2017	Kouchibouguac	Kiosque	Marché Fermiers	64 pers.
[24-27]-08-2017	Sainte-Marie	Kiosque	Expo-Kent	459 pers.
16-09-2017	Bouctouche	Kiosque	Marché Fermiers	78 pers.
17-09-2017	St-Antoine	Kiosque	Marché Fermiers	43 pers
22-11-2017	Acadieville	Présentation / formation mieux-être	Recyclage en détail	23 pers.
Total				1453 pers.

À venir en 2018

Au niveau communication, le département ne prendra pas relâche en 2018. Déjà, deux demandes de financement ont été soumises au FFE : la première pour communiquer d'importants changements à la collecte des déchets encombrants à partir de 2019; la deuxième pour le comité provincial pour continuer les efforts de sensibilisation au bon traitement des matières recyclables et dangereuses. Le bulletin de nouvelles sera à nouveau employé pour communiquer avec notre population, mais à bien plus grande échelle alors que nous passerons d'une à deux publications par année en plus d'incorporer l'ensemble de la Commission dans celui-ci et non pas seulement les déchets solides. « Parlons Déchets! » deviendra donc « Parlons Kent! ». Nous essaierons d'augmenter notre offre de service digitale en mettant en place un concours incitant les gens à obtenir l'application mobile « Kent Recycle », outil très utile à la communication dans notre département. Enfin, comme toujours, nos employés se déplaceront pour rencontrer la population à de nombreux événements communautaires tout en offrant des sessions d'information publique sur les changements majeurs à nos programmes.

Commission de services
régionaux de Kent



Kent Regional
Service Commission

Bouctouche

104, boulevard Irving, Unité 1
Bouctouche, N.-B. E4S 3L5
Tél.: (506) 743-1490
Fax : (506) 743-1491

Richibucto

25, boulevard Cartier, Unité 145
Richibucto, N.-B. E4W 3W7
Tél.: (506) 523-1820
Fax : (506) 523-1821

www.csrk.ca

1-855-588-1125 (sans frais)